



Rapport Narratif final

PROGRAMME D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP) DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI- **EDU-MOSU**

RDC 1217511
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MARS 2023

Table des matières

0	ACRONYMES	4
1	FICHE D'INTERVENTION	6
2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
2.1	CONCLUSIONS	10
3	APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	11
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	11
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	11
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	12
3.2	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LA STRATEGIE D'INTERVENTION	14
4	RESULTATS REALISES	18
4.1.1	<i>Performance de l'outcome</i>	18
4.1.2	<i>Indicateurs atteints</i>	18
	<i>Tableau 4: Indicateurs atteints/Outcome</i>	18
4.1.3	<i>Analyse de l'atteinte de l'outcome</i>	19
4.2	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	22
4.2.1	<i>Indicateurs atteints</i>	22
4.2.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	22
4.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	26
4.3.1	<i>Indicateurs atteints</i>	26
4.3.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	27
4.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	30
4.4.1	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	30
4.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 4	37
4.5.1	<i>Indicateurs atteints</i>	37
4.5.2	<i>Analyse de la réalisation de l'output</i>	37
5	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	40
5.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	40
5.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	40
5.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	40

6	THEMES PRIORITAIRES	41
6.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	41
6.2	GENRE.....	41
6.3	DIGITALISATION.....	41
6.4	EMPLOIS DECENTS.....	41
7	DURABILITE.....	41
8	LEÇONS APPRISSES.....	43
8.1	LES SUCCES RELEVES	43
8.2	LES DEFIS IDENTIFIES	43
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	44
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	44
9	RECOMMANDATIONS	45
10	ANNEXES	46
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	46
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	51
10.3	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	54
10.4	MATRICE DE MONITORING COMPLETE	71
10.5	PERSONNEL DE L'INTERVENTION.....	75
10.6	MARCHES PUBLICS.....	81
10.7	SUBSIDES	89
10.8	ACCORDS SPECIFIQUES DE COOPERATION	93
10.9	ÉQUIPEMENTS	93

0 Acronymes

AEP	Autorités éducatives de la province
ASBL	Association sans but lucrative
ATI	Assistant technique international
ATN	Assistant technique national
BSF	Bibliothèque sans frontières
BMC	Business Model Canevas
CC	Contrat cadre
CEFORMAD	Centre de formation en management et développement organisationnel
CICM	Congrégation des missionnaires de Scheut
COMPAR	Comité des partenaires
COVID-19	Corona virus 19
CS	Convention spécifique
CPM	Country portfolio manager
CSUB	Convention de subsides
DTF	Dossier technique et financier
EDU-MOSU	Education dans les provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi
ENA	Ecole nationale d'administration
Enabel	Agence belge de développement
FEC	Fédération des entreprises du Congo
ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
EXETAT	Examen d'Etat
GRET	Groupe de recherche et d'échange technologique
ITA	Institut technique agricole
ITP	Institut technique professionnel
IRAM	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement

M&E	Monitoring et Evaluation
MEPST	Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique
MFPMA	Ministère de la formation professionnelle, métiers et artisanat
PADP	Projet d'appui aux divisions provinciales de la santé et aux zones de santé
PIC	Programme intérimaire de coopération
PLVS	Projet de lutte contre les violences sexuelles
PROVED	Province éducationnelle
PTF	Partenaire technique financier
RDC	République démocratique du Congo
SMF	Salon des métiers et de la formation
SSEF	Stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation
UFE	Unité formation-emploi

1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle dans les provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi
Code de l'intervention	RDC1217511
Localisation	RDC, provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi
Budget total	14.300.000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique RDC
Date de début de la Convention spécifique	06 Novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 Juillet 2015
Date prévue de fin de l'intervention	31 Mars 2023
Date de fin de la Convention spécifique	05 Juin 2023
Groupes cibles	Les autorités provinciales de l'ETFP, les directions des établissements ciblés (y compris les comités de gestion et les enseignants) Le secteur privé et le monde associatif-les jeunes et les femmes
Impact¹	Dans la Province du SUD UBANGI, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.
Outcome	Les jeunes de la province du Sud Ubangi, majoritairement les femmes, après avoir suivi une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport final intervention

	cours pratiques, des stages, sont accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle
Outputs	Résultat 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorés grâce à l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements.
	Résultat 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des apprenants.
	Résultat 3 : Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes d'accéder à un emploi décent.
	Résultat 4 : Une dynamique de développement local est rendue possible grâce à la mise à l'emploi et en réseau des populations de la zone, majoritairement des femmes, via un incubateur agricole multifonctionnel.
Budget total de l'intervention	14.300.000 Euro

2 Auto-évaluation de la performance

Critères	Performance	Commentaires
Pertinence	A	Le projet EDUMOSU a été pertinent durant toute la période de sa mise en œuvre car ancré dans la politique nationale et est en phase avec le projet en matière d'emploi du Gouvernement central qui met l'accent sur l'entrepreneuriat des jeunes ainsi que la stratégie belge dans le domaine formation-emploi. L'intervention satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible et répond pleinement à l'attente des populations locales. Les incubateurs mis en place dans le cadre du projet EDU-MOSU à Gemena et à Gwaka, apportent des réponses concrètes aux besoins d'accompagnement des jeunes et femmes dans la démarche entrepreneuriale et la consolidation des opportunités d'emplois dans la zone.
Efficacité	A	En mettant le focus sur l'insertion professionnelle dans ses dernières années, le projet EDU-MOSU a été mis en œuvre dans une logique évolutive qui a permis de réaliser son impact global à sa clôture. Les adaptations des stratégies au contexte changeant des zones d'intervention ont apporté des grandes avancées dans la réalisation de son objectif global. Des innovations et bonnes pratiques ont soutenu la démarche du projet et créé des changements réels tant dans les modes de gestion des établissements et services provinciaux de l'éducation ainsi que dans les vies des populations cibles
Efficiences	B	Pour réaliser ses objectifs, le projet a cadré son action dans le secteur de la formation en identifiant les filières porteuses dans la zone. Cette identification a facilité une insertion professionnelle orientée sur les réalités du milieu de vie des populations cibles. Au niveau des établissements d'enseignement, le projet a mis son focus sur les aspects précis tels que l'accès, la qualité et la gouvernance avec des actions complémentaires les unes et les autres. A sa clôture, le projet EDU-MOSU a fini la réalisation de toutes les activités prévues pour l'atteinte des objectifs tout en adaptant certaines pour plus de réalisme. Le projet a mis en place un plan de passation vers le projet de coopération pour toutes les activités dont les réalisations n'ont pas pu être contenues dans les délais de sa mise en œuvre telles que les travaux de construction de l'incubateur provincial à Gemena
Durabilité potentielle	B	L'ancrage institutionnel du projet EDU-MOSU auprès du Ministère provincial en charge de l'EPST et de la Division provinciale de l'éducation, instance permanente, est un gage de pérennisation des acquis dans le secteur au niveau de la province où le projet a enregistré aussi une forte implication du Gouvernement provincial. Le projet s'est engagé dans la démarche du Développement local par laquelle il a impliqué, au sein des cadres de concertation multi-acteurs, les acteurs locaux dans les échanges permanents

		<p>sur les questions de développement dont la co-construction des modes de gestion de l'incubateur provincial installé à Gemena. Ces dispositifs de concertation animeront, au-delà du projet, les dynamiques enclenchées pour des changements réels et durables auprès des populations.</p> <p>En vue de la consolidation du portage par les acteurs locaux du dispositif d'incubation à l'entrepreneuriat des jeunes et femmes, installé à Gemena, le projet a établi un plan de continuité d'accompagnement par les prochaines interventions du nouveau Portefeuille Enabel dans la province.</p>
--	--	--

2.1 Conclusions

Les points marquants du projet EDU-MOSU, sur sa durée, sa stratégie, ses résultats, sont repris ci-dessous :

- Le projet EDU-MOSU a été mis en œuvre de 2014 à mars 2023, sa durée initiale, prévue à juin 2020, a été prolongé pour assurer la transition vers un nouveau projet de coopération entre la Belgique et la RDC 2023-2027 ;
- Le DTF initial du projet EDU-MOSU a été revu en 2019 et les zones d'intervention réduite à la seule province du Sud-Ubangi à l'exception de l'ITAV Mondongo. Ce changement a été induit par le contexte de la coopération bilatérale (période de transition vers un nouveau PIC) et la situation globale des zones identifiées au démarrage ;
- Durant toute sa période de mise en œuvre, le projet EDU-MOSU a travaillé d'une part avec les établissements d'enseignement technique et de formation professionnelle et d'autre part avec les acteurs du secteur privé et monde associatif dans le but de créer une adéquation entre la demande du marché de travail et les curricula de formation dans la zone d'intervention ;
- Pour soutenir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes et femmes, le projet a travaillé avec les associations des métiers existant dans les provinces et à partir de 2019, il a développé des dispositifs d'incubation en milieu rural et urbain pour accompagner les jeunes et les femmes ;
- L'impact global du projet a été atteint dans les zones d'intervention durant la période de mise en œuvre et les activités d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et femmes se poursuivront au sein des incubateurs mis en place pour consolider la durabilité dans le changement des modes vie envisagé pour les populations ciblées ;
- Bien qu'ayant évolué dans un contexte mouvant et très fragile au départ, le projet a accompagné les acteurs locaux à un positionnement dans les questions de la formation et de l'emploi, spécifiquement dans la province du Sud-Ubangi. Dans une logique de RSE le secteur privé, a porté l'insertion des jeunes et des femmes tant en milieu urbain que rural à travers des conventions de subsides.
- Dans les deux années de transition vers le nouveau PIC, 2021-2022, le projet EDU-MOSU a initié des dynamiques de mobilisation des acteurs locaux aux questions de développement au moyen de l'approche territoriale de développement local. Un cadre de concertation issu de cette approche et regroupant les acteurs publics, la société civile et le secteur privé accompagnera les instances de mise en œuvre du nouveau Projet Enabel 2023-2027 dans la province ;
- Le projet EDU-MOSU a expérimenté le processus de digitalisation de la gestion des établissements d'enseignement technique et bureaux gestionnaires de l'éducation à travers un Progiciel de gestion, ces innovations se poursuivront dans les prochaines interventions Enabel dans la province.

Intervention Manager EDU-MOSU)	Signature
Rokhaya DIOP	

3 Appréciation de la stratégie d'intervention

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le projet EDU-MOSU démarre dans une période où le gouvernement de la RDC amorce son processus de Décentralisation prévue par la Constitution de 2006. Les zones d'intervention pensées en termes de districts de la grande province de l'Equateur lors de la formulation de ce projet, deviennent en 2014, des nouvelles provinces avec des administrations provinciales basées respectivement à Lisala pour la Mongala et à Gemena pour le Sud-Ubangi. Ce démembrement induira le changement de l'appellation de l'intervention EDU-EQUA (Education Equateur) en EDU-MOSU (Education dans Mongala et Sud-Ubangi).

Les administrations provinciales, mises en place dans un contexte fragile, peinent à se lancer dans les grands chantiers de développement de leurs entités respectives. Les nouvelles provinces sont presque enclavées et présentent un manque criant d'infrastructures tant routières qu'immobilières. Les instances de gestion de ces provinces, initialement des commissaires nommés par le Président de la République, sont ensuite élues au suffrage indirect par les assemblées provinciales, et installées sous des fortes contestations. Après le scrutin général de 2019, la stabilité des mandats de gouverneur dans ces deux provinces, comme dans la plupart des provinces du pays, reste tributaire des soubresauts politiques et partisans.

Entre 2014 et 2015, la gestion de l'enseignement technique et de la formation professionnelle est tenue par un nouveau ministère créé dans le gouvernement central, celui de la Formation professionnelle, Artisanat et Métiers (MFPAM). Cette attribution des rôles crée un conflit de compétences qui perdure jusqu'en 2019 entre ce nouveau ministère et celui de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, MEPSP, devenu MEPS-INC à l'époque (ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'Initiation à la Nouvelle Citoyenneté). Les deux divisions provinciales, celle de l'Education (PROVED) et celle de la formation professionnelle, Artisanat et Métiers, entretiennent ce conflit pour la gestion des écoles techniques jusqu'en 2020 où une Ordonnance présidentielle de Mars 2020 fixant les attributions des ministères du gouvernement met fin au conflit en attribuant l'Education formelle au MEPST et l'éducation non formelle au MFPAM.

Le projet EDU-MOSU connaît ainsi des difficultés pour l'instance d'ancrage en province où ces tensions sont les plus fortes avec la nomination des directeurs provinciaux de la Formation professionnelle aux côtés de traditionnelles provinces éducationnelles (PROVED). Sans s'immiscer dans ces conflits, le projet a maintenu son ancrage institutionnel au niveau des PROVED durant toute la durée de sa mise en œuvre, tout en collaborant, dans la mesure du possible, avec les nouvelles divisions provinciales de la formation professionnelle, Arts et Métiers.

Elaboré au format de l'ancienne province de l'Equateur, le DTF initial du projet fixait son ancrage au niveau du ministère provincial en charge de l'Education (Equateur) pour le mandat politique et au niveau des districts pour ce qui est de mandats opérationnels. L'avènement des gouverneurs dans les nouvelles provinces a permis de transposer à leur charge les mandats politiques bien que les ministres provinciaux en charge de l'éducation soient nommés respectivement dans les deux provinces. Le Comité de pilotage du projet est alors co-présidé par la Représentation Enabel et le Gouverneur de province durant toute la durée du projet.

Du point de vue socio-économique, les deux provinces d'intervention de EDU-MOSU ont un tissu économique moins dense tenu principalement par les sociétés agricoles privées telles les plantations de Binga dans la Mongala, MILUNA et CDI-Bwamanda dans le Sud-Ubangi. L'offre d'emploi y est par

conséquent réduite à la main d'œuvre de ces plantations ou auprès des artisans locaux. Les populations vivent dans une situation de pauvreté et ont un accès limité aux services sociaux de base, la santé et l'éducation. Pour faire face à cet état de choses, le projet EDU-MOSU a travaillé dans son volet Insertion avec les acteurs des secteurs privé et public via des conventions de subsides pour assurer la mise à l'emploi et l'auto-emploi des jeunes et des femmes, tout en soutenant les initiatives entrepreneuriales.

Durant la période de mise en œuvre du projet, les zones d'intervention ont subi quelques épidémies et conflits communautaires qui ont, dans une certaine mesure, perturbé la bonne réalisation des activités. Avant la grande crise du COVID-19, les zones d'interventions ont été perturbées par l'épidémie d'Ebola dans la province de l'Equateur (Bikoro), qui est liée à celle du Sud-Ubangi par le port d'Akula. Le confinement lié à la pandémie du COVID-19, a eu des effets néfastes sur le programme scolaire et aussi sur les durées de réalisations des travaux lancés par l'intervention.

Les deux dernières années de la mise en œuvre du projet EDU-MOSU sont caractérisées par des crises économiques liées à la guerre en Ukraine dont les plus grands effets sont la hausse des prix et la diminution du pouvoir d'achat des populations locales.

A l'année de clôture du projet, 2023, des changements majeurs ont été opérés tant sur le plan économique que dans les efforts de désenclavement dans la province du Sud-Ubangi. Les acteurs provinciaux des secteurs privé et public du Sud-Ubangi ont mis en place une cellule de gestion du climat d'affaires, un cadre de dialogue sur les questions liées à l'économie provinciale et les facilitations y afférentes, présidée par le gouverneur de province. En dehors de la voie maritime qui relie Lisala à Kisangani via Bumba et Akula à Mbandaka, des routes sont aménagées sur l'axe Akula-Gemena-Zongo, corridor de la zone spéciale économique en gestation. La jonction Gemena-Lisala est assurée via Akula par voie terrestre.

Dans ce contexte général des zones d'intervention, le projet EDU-MOSU s'est confronté aux contraintes suivantes :

- Faible densité du tissu économique des zones d'intervention n'offrant pas des grandes débouchées d'emplois pour les jeunes sortant des écoles techniques et ne favorisant pas une fluidité dans l'acquisition des matériels pour équiper, réhabiliter ou construire les infrastructures des établissements d'enseignement ;
- Absence d'une offre structurée de la formation professionnelle (alignée sur les réalités de la province) soutenue par le pouvoir public pour une validation des compétences des artisans locaux, un des secteurs porteurs dans la zone d'intervention ;
- Absence de structures locales formelles à fortes capacités organisationnelles pouvant porter le dispositif d'incubation des porteurs des projets d'entreprise (la FEC visée devrait être renforcée sur un long terme) ;
- L'instabilité des institutions politiques au niveau des provinces et les mouvements récurrents du personnel de l'administration publique ont empêché le projet EDU-MOSU à consolider certains investissements en capital humain ;
- Des services publics moins équipés et manquant parfois des ressources nécessaires pour porter les questions de développement ont constitué des freins à certaines initiatives innovantes du projet, cas de la Digitalisation.

3.1.2 Contexte de gestion

Les relations diplomatiques entre la Belgique et la RDC qui sous-tendent la coopération bilatérale ont connu des moments de crise et de rétablissement durant la période de mise en œuvre du projet EDU-MOSU. Des contraintes budgétaires enregistrées en Belgique en 2017 ont conduit à la réduction de 700.000 euros sur les 10.000.000 du budget initial de l'intervention. Après harmonisation du contexte de la coopération en début 2020, le budget global de l'intervention EDU-MOSU est augmenté jusqu'à 14.300.000 euros avec un focus sur l'insertion professionnelle des jeunes et de femmes. L'augmentation de ce budget était destinée aussi à couvrir la période de transition vers un nouveau Programme Intermédiaire de Coopération 2023-2027.

Le siège opérationnel du projet EDU-MOSU est installé à Gemena dans le Sud-Ubangi et une antenne de liaison, installée à Lisala, a fonctionné jusqu'au premier trimestre 2018 avant le retrait du projet de la Mongala à la suite des contraintes budgétaires évoquées ci-haut. Ainsi, à partir de 2018, les activités sont principalement maintenues dans la province du Sud-Ubangi à l'exception de l'ITAV MONDONGO, dans la Mongala, qui a bénéficié de l'appui du projet EDU-MOSU jusqu'à sa clôture tout en contribuant aux objectifs liés à la réduction des effets de la déforestation, portée par le PIREDD-MO.

Du point de vue opérationnel, le projet EDU-MOSU a fonctionné en deux moments :

- Du démarrage jusqu'en 2020, le projet a mobilisé à temps plein 6 agents des services publics du secteur de l'éducation comme personnel de mise en œuvre aux côtés de l'équipe Enabel constituée du chef de projet, des ingénieurs en construction et des chargés de programme et de Suivi & Evaluation. En cette période, les activités de l'insertion étaient suivies par des accompagnateurs territoriaux attachés à chaque zone d'intervention ;

- A partir de 2021, le projet a suspendu la mobilisation à temps des agents de services publics en recrutant une expertise en Insertion et formation professionnelle, Gouvernance et Digitalisation. Cette expertise travaille sous contrat direct avec Enabel mais en collaboration avec les personnes-ressources des services publics de l'éducation.

Le tableau de toutes les ressources humaines mobilisées pour la mise en œuvre du projet EDU-MOSU se trouve en annexe de ce rapport.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Pour atteindre ses objectifs, le projet EDU-MOSU a signé des accords-cadres de collaboration, des conventions des subsides et des marchés publics pour assurer certaines de ses activités. Des conventions des subsides ont été signées dans le cadre de ce projet avec les écoles pour assurer les travaux de construction ou réhabilitation des infrastructures, les bureaux gestionnaires pour l'accompagnement des écoles et amélioration des conditions de travail, les associations pour l'insertion professionnelle des groupes cibles.

Certains travaux d'infrastructures ont été réalisés par la procédure de marchés publics octroyés aux entreprises de construction. Des cabines externes ont appuyé le projet sur les thématiques bien définies telles que la gestion des associations, l'entrepreneuriat, l'approche territoriale de développement locale, l'accompagnement dans le processus de planification et élaboration de la théorie de changement ainsi que pour les évaluations du projet. *La liste complète des partenariats conclus dans le cadre de ce projet est reprise dans les annexes à ce rapport.*

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Du démarrage du projet EDU-MOSU jusqu'en 2018, le comité de pilotage mis en place a tenu ses réunions en alternance à Gemena et à Lisala pour faciliter la participation des acteurs de deux provinces d'intervention. A la suite de la fermeture de l'antenne de Lisala en 2018, les réunions de SMCL se sont tenues exclusivement à Gemena selon les principes du règlement d'ordre intérieur signé par les parties.

Le projet EDU-MOSU a été accompagné dans le monitoring des résultats et la définition de la théorie de changement par le cabinet MDF. Deux évaluations, à mi-parcours en 2017 et finale en 2022, ont été conduites par des cabinets indépendants.

3.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Enabel met en œuvre la politique de développement de la Belgique selon les prescrits d'une Convention spécifique et des documents techniques et financiers uniques à l'intervention. Le projet EDU-MOSU a connu, dans sa mise en œuvre, deux orientations majeures et fondamentalement complémentaires :

❖ Au démarrage ; le projet se fixe d'appuyer la mise en place d'une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi dans les zones d'intervention. Pour réaliser cet objectif, le projet va travailler avec les établissements d'enseignement technique dans le formel, les centres de formation professionnelle dans le non-formel, les autorités provinciales du secteur de l'ETFP ainsi que les acteurs du secteur privé et monde associatif. Il est prévu, dans la démarche du DTF initial 6 résultats repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Résultats DTF initial

Résultat 1 : Les autorités de districts en matière de l'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leurs rôles régaliens vis-à-vis des autres acteurs du secteur	<i>Un appui institutionnel aux services provinciaux en charge de l'Enseignement technique et la formation professionnelle, notamment la Division provinciale de l'Education, l'Inspection Principale Provinciale de l'Education, est assuré par le projet EDU-MOSU pour l'accomplissement de leurs missions auprès des établissements qui assurent la formation, in extenso le contrôle et l'assurance qualité de la formation.</i>
Résultat 2 : Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements dans ses différents aspects pour un plus grand nombre d'élèves	<i>Le focus pour ce résultat est mis sur les modes de gestion des établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle dans le développement des compétences organisationnelles et de la culture de transparence et de redevabilité.</i>
Résultat 3 : Les enseignants des établissements ciblés livrent une formation de qualité pertinente par rapport au monde du travail	<i>Un dispositif de renforcement des capacités des enseignants des établissements ciblées en vue d'une formation continue, principalement ceux des filières techniques, est mis en place pour faciliter la liaison entre les apprentissages théoriques et les pratiques réelles liés aux métiers envisagés</i>
Résultat 4 : Les établissements ciblés sont dotés des infrastructures et des équipements suffisants pour assurer un enseignement de qualité pertinent	<i>Le projet EDU-MOSU accompagne les établissements ciblés dans l'amélioration de l'environnement d'apprentissage via l'équipement des ateliers de pratique d'une part, et le fonctionnement des unités de production et unités formation-emploi.</i>

Résultat 5 : Les associations des parents et des sortants ont une voix dans la prise de décision au sujet de l'organisation et la gestion des établissements ciblés	<i>Le projet travaille sur l'implication des parents et autres entités concernées dans les processus de prise de décision et de gestion des établissements ciblés pour un dialogue inclusif autour du développement de l'école.</i>
Résultat 6 : Le secteur privé et les organisations non étatiques influencent pour plus de pertinence par rapport à l'emploi, la demande et l'offre ETFP dans la zone ciblée	<i>Les acteurs du secteur privé sont mobilisés pour accompagner à l'emploi les jeunes en déterminant les besoins du marché du travail dans les provinces d'intervention.</i>

Dès la première année de mise en œuvre, un recadrage des résultats est fait et leur nombre est ramené à 3, sans se décaler de la logique première :

Tableau 2 : Résultats du DTF initial revus

Résultat 1 : Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés	L'ancrage institutionnel de l'intervention est maintenu dans l'accompagnement des autorités provinciales pour l'accomplissement de leurs missions de régulation, contrôle et pilotage du secteur.
Résultat 2 : Les directions d'un nombre restreint d'établissement ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenant en mettant l'accent sur les filles	La réorientation de ce résultat vise l'accroissement du nombre d'apprenants inscrits dans les filières techniques et plus particulièrement les filles. Aussi, la gestion de ces établissements doit contribuer à l'amélioration de la qualité des enseignements et le bon fonctionnement.
Résultat 3 : Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre de l'ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée	Le rôle du secteur privé est maintenu pour accommoder les besoins du marché de travail avec les programmes de formation, ainsi augmenter l'employabilité des jeunes au bout de leur formation.

Ce réaménagement du cadre des résultats répond à un besoin spécifique d'adapter l'intervention aux réalités de la zone de mise en œuvre. Cela permet à l'équipe opérationnelle de mener des actions pertinentes qui aboutissent à des changements concrets et à un impact palpable. Dans cette logique, le projet EDU-MOSU se focalise dans ses premières années sur les activités qui soutiennent les résultats escomptés, notamment :

- Les travaux d'infrastructures et équipements des établissements d'enseignements techniques et centres de formation professionnelle pour améliorer l'environnement d'apprentissage ;
- Les formations de mise à niveau des gestionnaires des établissements et centres de formation professionnelle sur les techniques et outils de gestion d'un établissement d'enseignement technique en vue de renforcer la gestion ;
- L'accompagnement à la mise en place des outils d'amélioration de la qualité des apprentissages, unités-formation-emploi et unités de production ;

- L'appui technique et logistique aux divisions et inspections provinciales de l'éducation dans les deux provinces.

En 2020, un DTF additionnel, impliquant une augmentation du budget pour assurer la transition vers le nouveau programme de coopération, met le focus du projet EDU-MOSU sur l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes. Une expertise est mise en place pour assurer les activités liées à l'insertion professionnelle et poursuivre l'accompagnement des établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle. Ce DTF additionnel reformule, selon le contexte de l'intervention à cette période, l'Outcome en ces termes :

Les jeunes de la province du Sud-Ubangi, majoritairement les femmes, après avoir suivi une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, sont accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle.

Les résultats intermédiaires sont, à la suite de ce DTF, ramenés à 4 comme repris dans le tableau suivant

Tableau 3 : Résultats du DTF 2

Résultat 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorés grâce à l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements	Demeurant dans l'accompagnement des directions scolaires et de centres de formation professionnelle pour une bonne gestion, le projet met cette fois-ci l'accent sur l'utilisation des outils digitaux, un Progiciel de gestion scolaire est mis en place.
Résultat 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des apprenants	Le projet soutient les efforts d'amélioration de la qualité de la formation en mettant au profit des établissements des moyens pédagogiques adaptés, Bibliothèques numériques, des stages en situation réelle de travail, chantier-école, et des formations pratiques de courte durée.
Résultat 3 : Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes d'accéder à un emploi décent.	Un dispositif d'accompagnement des jeunes et femmes, porteurs de projets entrepreneuriaux, mis en place à Gemena, offre des conseils aux groupes cibles et se positionne en moteur de relance de l'économie basique de la province.
Résultat 4 : Une dynamique de développement local est rendue possible grâce à la mise à l'emploi et en réseau des populations de la zone, majoritairement des femmes, via un incubateur agricole multifonctionnel	Grâce à des Subsidés accordées à une ASBL, le projet accompagne les initiatives d'emplois agricoles des jeunes et femmes en milieu rural en développant une gamme des services liés à l'économie rurale.

Comme pensé au démarrage du projet EDU-MOSU, les orientations du nouveau DTF offrent les possibilités concrètes d'accompagnement des jeunes et des femmes vers l'emploi/auto-emploi. Les dispositifs d'incubation mis en place à Gemena et à Gwaka répondent aux besoins d'accompagnement post-formation dans la consolidation des emplois ou auto-emplois (micro entreprises naissantes) des jeunes et des femmes.

La bonne gestion des établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle demeurant au cœur de l'action du projet, l'accent est mis dans ce nouveau DTF sur la Digitalisation. Le projet s'est employé à fournir aux établissements et aux autorités provinciales des outils de travail et pédagogiques pour rendre le plus numérique possible le mode de travail. *Des détails sur les avancées et défis de la digitalisation sont présentés dans le chapitre lié aux résultats.*

Les deux DTF mettent en valeur le développement des compétences des apprenants utiles à l'emploi/l'auto-emploi. Dans les premiers temps, le projet EDU-MOSU a travaillé à la création des conditions propices à un apprentissage de qualité en améliorant le cadre physique ou lieux d'apprentissage, les modes de gestion et les circuits de communication, suivi et contrôle des apprentissages par les autorités du secteur au moyen d'un dispositif d'inspecteurs. Ensuite, le projet a accompagné les modalités pratiques de préparation et de mise à l'emploi, notamment par des stages en situation réelle de travail, chantier-école et suivi des lauréats des écoles techniques par les accompagnateurs territoriaux à l'insertion.

Le projet EDU-MOSU a appuyé au départ 37 établissements dont **15 dans la province de la Mongala et 22 dans le Sud-Ubangi** répartis en 2 cercles :

- Les établissements du premier cercle (pilotes) bénéficiant du paquet complet (infrastructures, équipements, renforcement des compétences) ;
- Les établissements du deuxième cercle avec un paquet réduit (pas d'infrastructures, équipements limités et renforcement des compétences).

A partir de 2019, le nombre d'établissements d'enseignement technique est réduit à 7 et 2 centres de formation professionnelle sont maintenus dans le dispositif d'accompagnement.

4 Résultats réalisés

4.1.1 Performance de l'outcome



Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les districts du Sud-Ubangi et de la Mongala, dont une grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle. (Outcome du DTF initial, 2014)

Les jeunes de la province du Sud-Ubangi, majoritairement les femmes, après avoir suivi une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, sont accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle. (Outcome du DTF additionnel, 2020)

4.1.2 Indicateurs atteints

Tableau 4: Indicateurs atteints/Outcome

Indicateurs/marqueurs de progrès	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Augmentation de l'effectif global de jeunes filles apprenantes	5,4%	40%	40,2%	L'amélioration des conditions d'apprentissage par la construction/réhabilitation des bâtiments et équipements, a engendré une affluence et une préférence envers les écoles appuyées. Il se constate des demandes d'inscriptions au-delà des capacités.
Nombre des jeunes (et femmes) accompagnés vers l'insertion professionnelle.	603	6000	7385	Les dispositifs d'accompagnement mis en place à Gemena et à Gwaka ont enregistré, durant toute la période de mise en œuvre du projet, un nombre supérieur aux prévisions de la planification à cause des besoins et de l'intérêt que portaient les populations locales.
Nombre des bénéficiaires insérés all in	150	3500	4379	Le nombre des insérés a dépassé les prévisions grâce à une 2 ^e Convention des Subsidés signée avec l'ASBL Elikya dans la dernière année du projet.

4.1.3 Analyse de l'atteinte de l'outcome

La stratégie du projet EDU-MOSU a été d'accroître la pertinence de la formation pour la rendre plus attrayante et débouchant sur des métiers réels, spécifiquement pour les filles. Au départ, il s'est révélé un faible intérêt pour la formation professionnelle et les filières techniques dans la zone d'intervention caractérisé par une quasi-absence des filles. Pour résoudre cette problématique, le projet a mené des concertations avec les acteurs des secteurs de l'éducation et de la formation professionnelle afin d'identifier les filières porteuses des débouchés d'emplois dans la zone. Cette identification a conduit le projet EDU-MOSU vers des orientations spécifiques en vue de sa mise en œuvre effective, notamment le focus sur l'insertion professionnelle et l'accompagnement à l'entrepreneuriat.

Dans le milieu scolaire, EDU-MOSU a mis en place les possibilités d'employabilité à la fin de la formation à travers l'activation des ateliers de pratiques et les unités de production, ce qui a créé de l'émulation auprès d'autorités du secteur et de chefs d'établissements à s'investir davantage dans l'amélioration de la qualité de la formation technique et professionnelle.

Pour adresser la question de l'absence des filles dans les filières techniques, des campagnes de sensibilisation et plusieurs activités de communication, démontrant les avantages d'une formation professionnelle pour les filles, ont été les moyens du projet d'accroître le nombre des filles inscrites dans ces filières techniques ou ayant suivi des formations professionnalisantes. Le pourcentage de l'effectif des filles apprenantes dans les établissements appuyés est passé de 5,4% avant 2019 à 40,2% en 2022. Dans le Sud-Ubangi particulièrement, les établissements appuyés enregistrent d'année en année une augmentation d'effectifs scolaires.

Du postulat que *l'implication des autorités provinciales de l'ETFP dans le pilotage du secteur, le renforcement de la gestion des établissements d'enseignement technique et la mobilisation du secteur privé/monde associatif dans la définition de la pertinence de l'offre ETFP créeraient des conditions de base pour un enseignement de qualité et pertinent par rapport au marché du travail dans la zone d'intervention*, le projet EDU-MOSU a impliqué les autorités sectoriels dans la définition des politiques et les directions scolaires dans l'amélioration de la gestion pour un accompagnement de différentes cohortes des jeunes et femmes de la formation à l'insertion dans le monde de travail (emploi salarié ou auto-emploi).

Le changement voulu dans ce processus d'insertion a été d'établir les bénéficiaires dans un emploi stable en phase avec leur formation. Le projet EDU-MOSU a conduit à ce changement à travers des procédés adaptés au contexte local : ***amélioration des cadres d'apprentissage, mise en stages-approche chantier-école, formations de courtes durées, voyages d'échange d'expériences, accompagnement dans la création d'entreprises et associations des métiers.***

Ainsi, les réalisations suivantes ont été menées dans le cadre du projet EDU-MOSU :

- ❖ Pour améliorer les cadres d'apprentissage :
 - 19 bâtiments construits dont 3 pour 13 salles de classe, 5 ateliers, 2 bureaux, 1 dortoir, 6 blocs des latrines et 2 porcheries ;
 - 9 bâtiments réhabilités dont 4 pour 23 salles de classe, 1 ateliers, 4 bureaux) ;
 - ❖ Mise en stage- approche chantier-école :
 - 92 apprenants en Menuiserie dont 2 filles ;
 - 141 apprenants en Maçonnerie dont 19 filles ;
- 05 apprenants en Mécanique et Construction métallique ;
- ❖ Formations de courtes durées :
 - 14 dont 12 femmes en Boulangerie,
 - 92 dont 82 femmes en Coupe et Couture,

- 10 Techniques de Forge,
- 45 femmes en Vannerie,
- 25 jeunes dont 2 filles briqueterie,
- 25 photovoltaïque ;
- ❖ Voyages d'échanges d'expériences :
 - 4 voyages réalisés avec les femmes entrepreneurs et boulangères.
- ❖ Accompagnement dans la création d'entreprises ou associations des métiers :
 - 185 personnes dont 66 femmes accompagnées dans l'entrepreneuriat
 - 4 associations créés (Briqueterie, agriculture, boulangerie, forge).

La démarche de l'insertion socioprofessionnelle dans le cadre du projet EDU-MOSU a connu deux moments, (i) l'amélioration de l'employabilité des jeunes et des femmes par les formations et (ii) l'orientation vers l'auto-emploi/entrepreneuriat. Pour la première dimension, le projet a mis en place des modules de formations professionnalisantes de courte durée et des stages pour assurer la maîtrise du métier dans lequel est orienté le groupe cible. Et dans la deuxième dimension, le projet a visé le parcours de vie des personnes ciblées en mettant en place des moyens qui leur permettent de se positionner sur l'échiquier socioéconomique à long terme. Dans un premier temps, les actions du projet se sont limitées à fournir des formations modulées au groupes cibles et octroyer des kits en lien avec le métier envisagé. Ensuite, au-delà de la formation et des kits, les groupes cibles sont accompagnés pendant une certaine période dans leur installation dans le métier envisagé, des idées d'entreprises formelles sont générées et encadrées dans une logique spécifique d'entrepreneuriat. Cela a donné naissance à des plans d'affaires développés par et avec les groupes cibles. En milieu rural et spécifiquement à Gwaka, le projet a développé, avec l'ASBL Elikya, des démarches d'accompagnement à l'insertion basées sur les métiers agricoles.

La distinction de ces modes opératoires de l'insertion dans le cadre du projet EDU-MOSU se justifie par le changement de paradigme impulsé dans les deux DFT ayant présidé à sa mise en œuvre du projet.

En mettant en place des dispositifs d'incubation à Gemena et à Gwaka, le projet a offert dans la province du Sud-Ubangi, des opportunités inédites pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. EDU-MOSU a accompagné, simultanément en milieux urbain et rural, 226 (76 femmes) porteurs/euses des projets d'entreprise dans le processus de concrétisation et réalisation de leurs idées d'entreprises. Des formations techniques, des stages en situation réelle de travail, des séances d'encadrement aux techniques de gestion d'entreprise et la mise à disposition des moyens d'amorçage ont permis aux groupes cibles, jeunes et femmes, de mettre en place des micro-entreprises individuelles, familiales et associatives dans les domaines de l'agriculture, construction (briqueterie), menuiserie, coupe et couture, boulangerie et forge.

Les personnes insérées durant la période de mise en œuvre du projet EDU-MOSU a atteint un effectif global de 4379 dont personnes dont 3878 femmes. Ces personnes accompagnées sont conduites vers l'économie formelle à travers une démarche de formalisation qui sera poursuivie par l'incubateur provincial et l'antenne provinciale de la FEC du Sud-Ubangi.

Les micro-entreprises portées en majorité par les femmes constituent un noyau d'une économie naissante et porteuse des grands espoirs pour la zone d'intervention.

Remise des brevets aux
jeunes menuisiers, cohorte
de 2022.
Photos Enabel, 2022



Bâtiment de 4 salles de classe construit au Complexe scolaire Théophile VERBIST, à Gemena
Photo Enabel, 2023

4.2 Performance de l'output 1



Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorés grâce à l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements.

4.2.1 Indicateurs atteints

Tableau 5 : Indicateurs atteints/Résultat 1

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'établissements scolaires disposant d'un plan de développement (projet d'établissement)	5	7	7	Un des établissements, lycée Mombembe de Budjala, suite aux difficultés internes persistantes, n'a pas mis à jour son PE durant les 2 dernières années de EDU-MOSU
Nombre d'établissements scolaires ayant des unités de production actives	3	7	5	Les unités de production mises en marche à l'ITA Bongisa et au lycée Mombembe n'ont pas fonctionné au-delà de 2 ans à cause des contextes locaux non adaptés.
Les AEP et les établissements sont redevables l'un envers l'autre	ND	7	7	Tous les établissements appuyés entretiennent des bons rapports avec les AEP au moyen des canaux de communication bien définis
Nombre d'établissements scolaires utilisant le Progiciel de gestion scolaire (version finale)	ND	7	5	Le projet EDU-MOSU n'a déployé la dernière version du Progiciel qu'au cours de l'année 2022 ; et ce après plusieurs tests.

4.2.2 Analyse de la réalisation de l'output

Comme posé dans le postulat évoqué ci-dessus, la gestion du secteur de l'ETFP à différents niveaux est une clé essentielle à l'amélioration de l'offre de formation. Dans cette optique, le projet EDU-MOSU a travaillé durant toute sa période de mise en œuvre dans l'accompagnement, d'une part, des autorités

sectorielles au niveau provincial et d'autre part des directions scolaires des établissements d'enseignement technique et centres de formation.

Pour les autorités provinciales de l'ETFP, l'appui du projet EDU-MOSU s'est articulé autour des aspects suivants de leur mission :

- Le développement et la mise en œuvre d'une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur ;
- L'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés ;
- L'amélioration du système de contrôle et suivi de la qualité et de la pertinence de la formation ainsi que la transparence dans la gestion des établissements.

Pour les directions des établissements d'enseignement technique et centres de formation, le projet s'est adressé aux questions liées à :

- La gestion pédagogique, en accompagnant le fonctionnement des unités pédagogiques pour la formation continue des enseignants par les pairs ;
- La gestion administrative, en appuyant le développement des outils de gestion dont le progiciel scolaire
- La gestion financière, par des appuis ponctuels en formation sur les finances de l'école, la gestion du patrimoine, équipements, construction ou réhabilitation des bâtiments et orientations des directions scolaires sur la gestion de stock et plans de maintenance des équipements reçus.

Dans les deux DTF, la question de la gestion du secteur ETFP est restée centrale pour l'intervention. Le projet a appuyé les autorités provinciales dans le pilotage du secteur et les établissements dans la gouvernance et la gestion au quotidien. Cet appui a aidé à renforcer les rôles des autorités provinciales dans la concertation sur les politiques de l'éducation, et les directions scolaires dans le développement de la gestion participative et de la redevabilité. Deux outils importants sont développés lors de la mise en œuvre du projet EDU-MOSU pour améliorer la gestion des établissements d'enseignement technique : ***Le projet d'établissement et le Progiciel scolaire.***



Révision des plans d'action des écoles, animé par l'inspecteur Point-focal et l'expert Gouvernance. Gemena, Mars 2022. Photos Enabel

Projet d'établissement (Plan de développement de l'école)

Un outil de planification, de communication et de plaidoyer qui permet à l'établissement de se projeter vers une croissance continue dans le temps. Il retrace les grands axes de développement envisagés par la direction scolaire en concertation avec les parties prenantes et sert d'outil de plaidoyer pour la recherche des financements. Des plans d'actions en sont tirés chaque année pour plus d'opérationnalisation.

6/7 établissements appuyés ont des projets d'établissements à jour dans la dernière année de mise en œuvre de EDU-MOSU.

Portés par les directions scolaires elles-mêmes, l'actualisation annuelle des projets d'établissements perdurera au-delà de l'intervention puisqu'ils facilitent une vue panoramique des informations de l'école. C'est sur la base des besoins identifiés dans les projets d'établissement que le projet EDU-MOSU a conduit certaines actions dans les établissements, cas de construction et dotation. Malheureusement, les directions scolaires n'ont pas développé suffisamment des capacités de mobilisation des financements pour exécuter pleinement leurs projets, le contexte provincial n'offrant pas beaucoup d'opportunités.

Progiciel de gestion scolaire

Un outil de gestion digitalisée adapté sur un modèle utilisé par Enabel au Burundi. Le progiciel offre des possibilités de gestion de l'ensemble de l'établissement à partir des interfaces (modules) avec des garanties d'accès contrôlé.

Il reprend, sous format informatisé les domaines de la gestion scolaire, le personnel, les apprenants, le patrimoine et offre la possibilité de générer à la fois les résultats des apprenants et les rapports de gestion.

L'adaptation du modèle du Burundi au contexte de la RDC, ayant pris plus de 2 ans, et la formation des utilisateurs sur terrain ont engendré un retard dans l'expérimentation de la gestion digitalisée voulue par le projet. C'est au dernier trimestre de l'année 2022 que la version finale de ce progiciel a été installée dans 5 des 7 établissements appuyés. Ce retard n'a pas permis d'expérimenter la transmission d'informations des établissements vers les autorités du secteur telle qu'envisagée. L'expérimentation de cet outil pourra se poursuivre à travers les autres interventions de Enabel dans le secteur de l'éducation au niveau de la province.

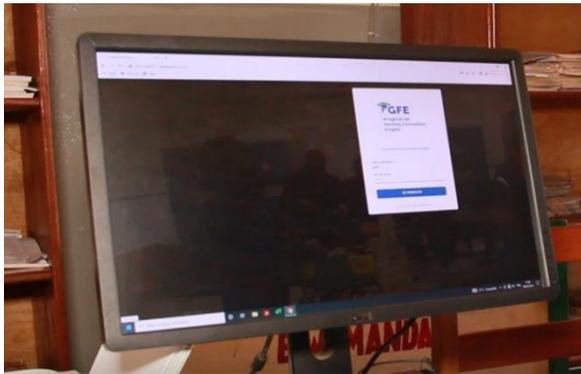
Le projet a aussi accompagné la mise en place dans les établissements scolaires, des unités de production qui ont eu, selon le contexte de la zone d'intervention, double vocation : (i) servir d'atelier pratique pour les apprentissages et (ii) générer dans une certaine mesure des recettes supplémentaires pour les établissements. Deux centres informatiques (bureautiques/cybercafés) sont installés respectivement à Gemena, Complexe scolaire Théophile VERBIST, et à Lisala, Lycée MONZOTO MWA TONGO ; des ateliers de Coupe et Couture aux lycées ESENGO de Gemena et MOMBEMBE de Budjala, une unité de briqueterie à l'ITP LABO, des potagers scolaires respectivement au CS Elikya de Gwaka et à l'ITAV Mondongo (Mongala). L'atelier de couture installé au lycée Mombembe de Budjala n'a pas généré des recettes pour l'école et ne sert que de cadre de pratique pour les apprenants.

Pour le pilotage du secteur, le projet a engendré plus d'engagement des autorités provinciales à accomplir leur rôle régalien. A travers les activités du volet Gouvernance des établissements d'enseignement technique, EDU-MOSU a initié des changements vers plus de participation, de redevabilité et de transparence dans la gestion qui se poursuivront avec l'accompagnement des autorités sectorielles.



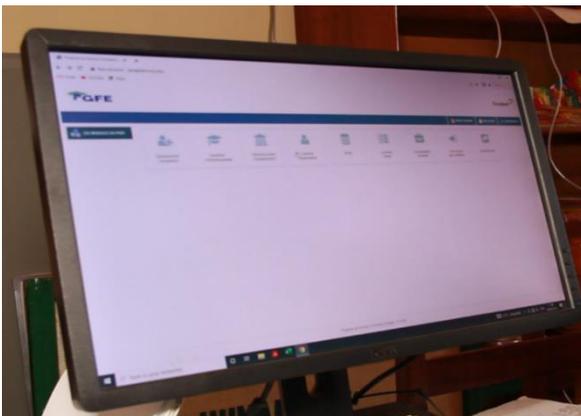
« Les écoles qui ont été accompagnées par le projet EDU-MOSU ont amélioré leur mode de gestion et sont parmi les écoles ponctuelles dans la transmission des rapports. Nous nous déployerons pour répandre leur modèle à travers notre province éducationnelle. »
 IPP Emile KIMPUMPU, Sud-Ubangi 1

Les actions du projet ont eu un effet inattendu, le positionnement des établissements appuyés dans le secteur de l'éducation au niveau de la province. Ce positionnement les expose à des fortes sollicitations des parents lors des inscriptions, allant au-delà de leurs capacités d'accueil.



Pour la réalisation de ce résultat, le projet a fait face aux défis suivants :

- Mutations non maîtrisées des animateurs des directions scolaires et enseignants qualifiés dans certains établissements appuyés, entraînant soit un ralentissement des processus enclenchés soit une perte brusque de la logique des acquis ;
- Lourdeurs dans les modes de gestion des écoles conventionnées tenues par des congrégations religieuses ;
- Faible niveau de connaissances basiques en Informatique dont la conséquence a été le ralentissement du déploiement du Progiciel de gestion, soumis à une formation préalable des utilisateurs sur les notions de base en Informatique ;
- Manque des sources d'énergie permanente pour l'alimentation des équipements des écoles.



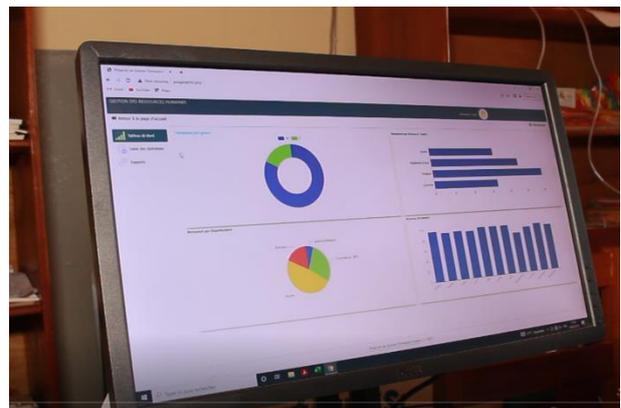
L'interface du Progiciel de gestion donne accès à des modules sur :

- Gestion des apprenants,
- Gestion des infrastructures,
- Gestion des ressources humaines,
- Gestion des infrastructures,
- Rapports de gestion.

Chaque module comprend des éléments qui permettent de générer des informations pertinentes pour la gestion de ce domaine.

Les accès sont gérés par un administrateur du progiciel, ainsi les utilisateurs secondaires sont soumis à des autorisations préalables de sa part, ce qui garantit la protection des données de l'école.

Le processus de synchronisation envisagée devrait permettre aux autorités du secteur d'obtenir, à partir de leur bureau, d'accéder aux informations essentielles de l'école.



4.3 Performance de l'output 2



Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des apprenants

4.3.1 Indicateurs atteints

Tableau 6 : Indicateurs atteints/Output 2

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention	17,4%	40%	42,8%	Ces statistiques sont calculés sur la base de 7 établissements accompagnés jusqu'à la fin du projet
Les établissements soutenus offrent une formation (pratique et théorique) de qualité	3	7	6	La qualité de la formation est évaluée sur la base des qualifications des enseignants, des résultats des élèves et de la disponibilité des outils pédagogiques.
Proportion des enseignants des cours techniques qualifiés dans les établissements scolaires appuyés	ND	100%	100%	Sous l'impulsion du projet, l'inspection provinciale et la division de l'éducation ont tenu à l'affectation des enseignants qualifiés dans les écoles appuyées.
Nombre d'établissements ayant des organes de cogestion fonctionnels	ND	7	7	

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre d'écoles offrant des contenus numériques pour les apprentissages	ND	5	4	Des 3 bibliothèques numériques conçues par l'équipe Enabel, 2 ont été installées respectivement à l'incubateur provincial à Gemena et à l'ITA Bongisa de Bwamanda. L'accompagnement à l'utilisation se poursuivra avec le projet Education de base dans le nouveau PIC.

4.3.2 Analyse de la réalisation de l'output

Ce résultat visait l'amélioration de la qualité de l'enseignement pour permettre aux apprenants d'acquérir des connaissances et compétences utiles à l'emploi/auto-emploi. Dans cette optique, EDU-MOSU a appuyé principalement la viabilisation de l'environnement d'apprentissage, en construisant/réhabilitant des bâtiments avec équipements, et la mise en place des dispositifs d'accompagnement à un bon apprentissage, notamment les ateliers de pratique, les bibliothèques numériques et les manuels pédagogiques.

En impliquant l'Inspection principale provinciale de l'éducation dans l'affectation des enseignants qualifiés, le projet a réussi à combler à 100% le nombre des enseignants qualifiés pour les cours techniques dans les établissements appuyés. Outre la qualification académique requise pour enseigner dans ces établissements, le projet EDU-MOSU a appuyé, de manière non-systématique, des sessions de formation continue des enseignants via les inspecteurs de la zone. Le renforcement des dispositifs réglementaires de formation continue des enseignants dans les unités pédagogiques et unités-formation-emploi a été de mise dans la démarche du projet.

En plus de la digitalisation de la gestion expliquée au point précédent, le projet a développé des techniques moins onéreuses d'accès à des contenus digitaux pour les apprentissages. Deux bibliothèques numériques sont installées dans 2 établissements (CS Théophile VERBIST de Gemena et CS Elikya de Gwaka) parmi les 7 soutenus et une bibliothèque à l'incubateur du Sud-Ubangi à Gemena, permettant ainsi l'accès à un grand nombre de ressources pédagogiques pour les apprenants et les enseignants dans la zone.

Les bibliothèques numériques sont des espaces de stockage des contenus digitaux accessibles via téléphones, tablettes ou ordinateurs permettant aux enseignants et apprenants d'accéder à des connaissances dans divers domaines. Livres et supports audio-visuels sur les filières visées sont enregistrés dans un dispositif qui sert d'unité centrale. Le projet EDU-MOSU l'a développé en deux formes, la première en format valise avec serveur, tablettes et matériels d'acquisition d'images a été mis en place avec l'appui de l'ONG Bibliothèques Sans Frontières. Le deuxième format, issu de l'ingénierie interne de Enabel, offre des contenus libres d'accès dans les domaines concernés et exploitables sur ordinateur ou tablette.

Les deux formats donnent la possibilité d'être enrichies par les expériences pratiques du terrain

Pour s'assurer de la pertinence et de la qualité de la formation, les activités de suivi de la formation continue des enseignants ont été portées par une équipe d'inspecteurs pédagogiques prise en charge par le projet. Et dans la période entre 2015 et 2019, les activités de terrain ont été assurées par cette équipe sous la supervision de l'équipe Enabel. Des formations et des renforcements en compétences ont été organisés en synergie avec les autres interventions Enabel en ETP dans le pays.

EDU-MOSU a privilégié dans sa démarche un apprentissage pratique des métiers selon les filières identifiées dans la zone d'intervention comme porteuses d'opportunités d'emplois. Et pour préparer les apprenants aux types d'emplois visés dans leur formation, le projet a mis en place un dispositif de stage-apprentissage en situation réelle de travail : **Chantier-école**.

Profitant de la nécessité de la main d'œuvre pour les travaux de bâtiments à construire dans les établissements ciblés, le projet a offert des opportunités de formation sur chantier aux jeunes apprenants dans les écoles techniques appuyées sur les métiers des grands travaux des bâtiments. Des



Apprenants externes au Centre Informatique du CS Théophile VERBIST à Gemena.
Photos Enabel, 2023

Cohortes des jeunes se sont succédé dans tous les chantiers initiés par le projet et ont acquis les premières expériences de production des ouvrages réels. Les informations sur le nombre des jeunes formés dans les chantiers-écoles, les types de travaux exécutés et les filières concernées sont mentionnées au chapitre sur l'Outcome.

Un grand succès de l'approche chantier-école dans la zone d'intervention est la mise en association des jeunes producteurs des briques qui se positionnent actuellement en entreprises secondaires de BTP à Gemena et à Bwamanda. *Voir Fiche de capitalisation en annexe*



*Les élèves du CS Elikya de Gwaka, consultant la bibliothèque numérique.
Photos Enabel 2023*



*Jeunes en cours pratiques d'Informatique au CS Théophile Verbist de Gemena
Photo Enabel, 2021*

4.4 Performance de l'output 3



Un dispositif d'incubation urbain multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes d'accéder à un emploi décent.

L'approche de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes dans la zone d'intervention EDU-MOSU a évolué au cours de sa mise en œuvre. Dans les premières années (2015-2019) et en l'absence d'une expertise appropriée, l'insertion professionnelle s'est limitée à la mise en formation des jeunes sur un métier donné et la dotation d'un kit d'installation ou de démarrage constitué des outils de travail ; une approche qui n'a pas permis au projet d'avoir une visibilité linéaire de l'évolution des différents groupes insérés avant 2020. Ce mécanisme était porté par des accompagnateurs territoriaux sélectionnés parmi les formateurs dans les zones d'intervention et les associations des métiers.

A partir de 2020 une expertise Enabel en Insertion apporte des approches d'insertion en phase avec le contexte de la province. En restant sur l'idée des filières porteuses d'emploi, la démarche de l'insertion socioprofessionnelle dans le cadre du projet EDU-MOSU a été précisée avec des dispositifs d'accompagnement dans des formations professionnalisantes et qualifiantes de courtes durées pour améliorer leur employabilité.

Indicateurs réalisés :

Tableau 7 : Indicateurs de l'output 3

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
<i>Nombre de personnes tout publics accompagnés en milieu urbain</i>	300	1500	1428	Ville de Gemena
<i>Nombre de personnes tout publics insérés en milieu urbain</i>	113	500	424	
<i>Les partenaires locaux s'approprient les mécanismes d'insertion en milieu urbain</i>			OUI	Un cadre de concertation des acteurs locaux est organisé autour du dispositif de l'incubateur.
<i>Nombre de services financiers et non financiers mis en œuvre dans l'incubateur</i>	0		10	Les jeunes et femmes inscrits à l'incubateur bénéficient de la totalité ou d'une partie de ces services selon leurs besoins.

4.4.1 Analyse de la réalisation de l'output

Dans sa démarche, le projet EDU-MOSU visait l'amélioration des conditions d'employabilité des jeunes et femmes au moyen d'une formation de qualité et en lien avec les besoins d'emploi dans les provinces d'intervention. Pour ce faire, il s'est employé à mettre en place des dispositifs d'accompagnement et

des mécanismes de facilitation en faveur des jeunes et femmes. Dans la première phase, l'insertion professionnelle est assurée par des accompagnateurs territoriaux dont la tâche principale était d'orienter les lauréats sortis des filières techniques vers l'emploi ou l'auto-emploi ainsi que l'accompagnement des associations des métiers.

Par la suite, les dispositifs d'Incubation sont mis en place à Gemena et à Gwaka pour servir de cadres d'accompagnement à l'emploi salarié et à l'auto-emploi de jeunes/femmes porteurs d'idée de projets pour le développement économique local.



Lancé officiellement en novembre 2021, l'incubateur provincial du Sud-Ubangi, installé à Gemena, constitue par son offre d'accompagnement une véritable réponse à la problématique de la création d'emplois pour les jeunes et femmes formés dans différentes filières à potentielles de croissance dans le milieu. La mise en place de cet incubateur a été réalisée avec la collaboration de la FEC et des acteurs publics et privés réunis autour de l'approche territoriale de développement local.

Dans une formule d'entonnoir, la démarche d'incubation distinguait deux niveaux de participation des bénéficiaires, d'un côté **l'accompagnement** et de l'autre côté **l'insertion**. Les personnes accompagnées sont celles ayant participé au minimum à une activité de l'incubateur et les personnes insérées sont celles accompagnées de l'inscription dans le dispositif jusqu'à leur établissement effectif soit dans l'emploi ou dans l'auto-emploi.



Atelier d'orientation sur les techniques de recherche de l'emploi pour les élèves des classes terminales dans les filières techniques.
Photo Enabel, 2022

Accompagnement des jeunes et femmes dans un parcours d'insertion et d'employabilité en milieu urbain dans différentes filières porteuses par l'incubateur Provincial du Sud-Ubangi

Tableau 8 : Nombre de jeunes et femmes accompagnés et insérés, par filière, 2021-2022.

Bénéficiaires Filières	Jeunes et femmes Accompagnés		Jeunes et femmes Insérés	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Menuiserie	3	32	1	19
Agriculture	213	140	140	50
Briqueterie	12	98	4	24
Boulangerie & pâtisserie	24	0	10	0
Coupe & Couture	399	173	8	2
Restauration	7	0	0	0
Forge	6	16	0	0
Forage eau potable	2	2	0	0
Électricité	1	26	1	26
Bureautique	0	4	0	0
Cabine téléphonique	1	1	0	0
Construction	3	67	3	67
Recherche emploi salarié	59	89	6	13
Réinsertion socio-économique SVSBG ²	50	0	50	0
EFFECTIF	780	648	223	201
Pourcentage	54,62	45,38	52,59	47,41
TOTAL	1428		424	

² Survivants des Violences Sexuelles Basées sur le Genre.
Rapport final intervention

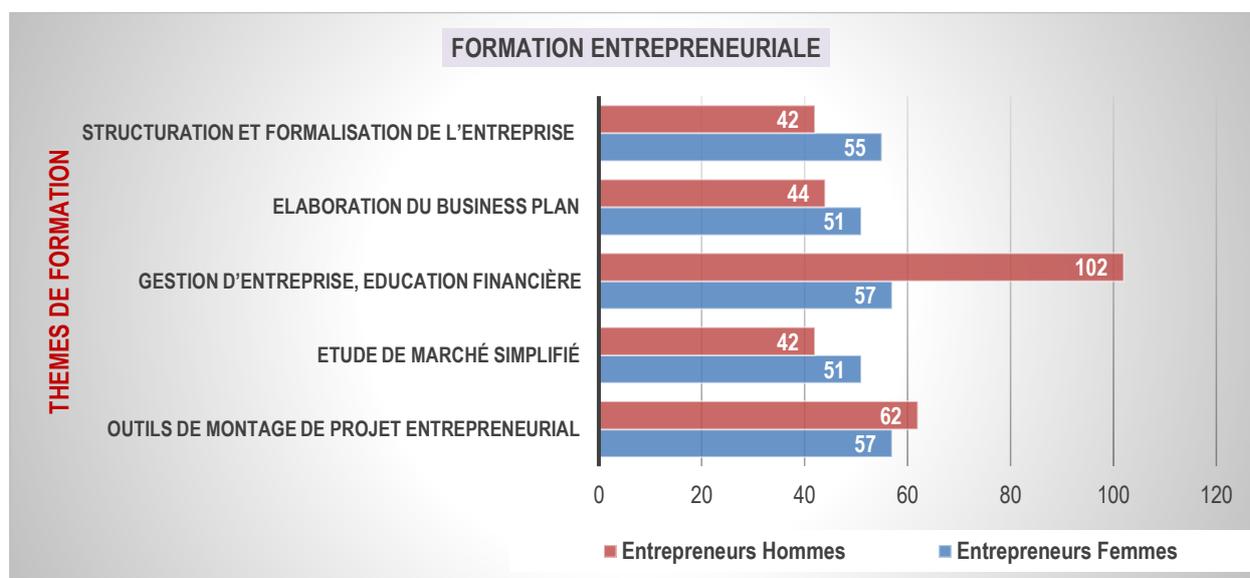
Sur un effectif de 1428 personnes accompagnées par l'incubateur, dont 54,62% des femmes, à l'insertion socioprofessionnelle dans les filières porteuses d'auto-emploi, 424 ont été insérés (dont 52,59% des femmes) dans la vie d'autonomisation à travers la consolidation de leurs initiatives de création de revenus par des emplois pertinents et durables.

Le renforcement des compétences entrepreneuriales et managériales des jeunes et femmes issues de la province du Sud-Ubangi et s'engageant dans des parcours entrepreneuriaux.

Par l'entremise de l'incubateur, les entrepreneurs ont amélioré leurs compétences entrepreneuriales et managériales sur différents thèmes aidant à la création et à la pérennisation d'entreprises, à la promotion de leur compétitivité et de leur croissance durable.



Tableau 9 : Nombre d'entrepreneurs formés



Le renforcement des compétences entrepreneuriales a permis de développer les compétences des porteurs de projets en matière d'auto-organisation de leur structure et de prise en charge des procédures de gestion de leurs activités, pour une véritable professionnalisation et pérennisation de leurs activités.

Accompagnement à l'élaboration des Business Plan, à la création et formalisation des entreprises.

Tableau 10 : Nombre d'entreprises accompagnées

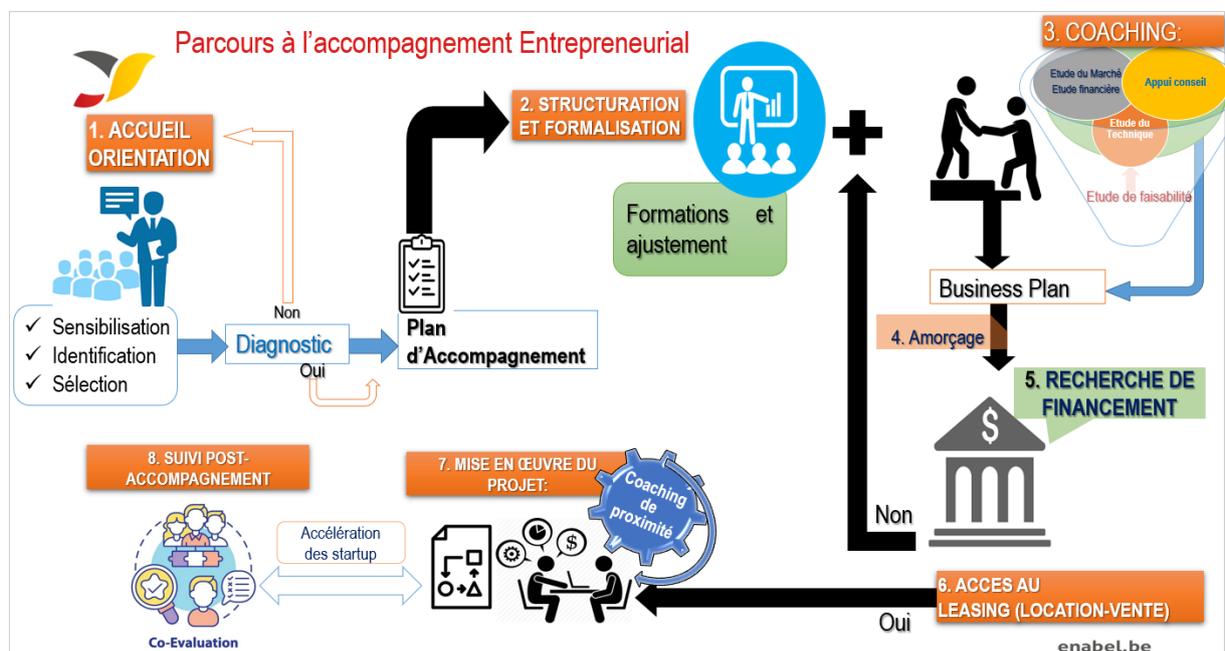
Domaine d'activité	Entreprises créées			Business plans élaborés			Entreprises formalisées		
	Portées par les Femmes	Portées par les Hommes	Total	Portées par les Femmes	Portées par les Hommes	Total	Portées par les Femmes	Portées par les Hommes	Total
MENUISERIE	2	31	33	1	3	4	0	6	6
AGRICULTURE	26	18	44	15	0	15	19	1	20
BRIQUETERIE	2	18	20	1	3	4	0	0	0
BOULANGERIE & Pâtisserie	11	0	11	3	0	3	0	0	0
COUPE&COUTURE	18	9	27	4	0	4	1	0	1
RESTAURATION	3	0	3	3	0	3	0	0	0
FORGE	1	15	16	0	3	3	0	0	0
FORAGE EAU POTABLE	1	0	1	1	0	1	0	0	0
ELECTRICITE	1	25	26	0	0	0	0	8	8
BUREAUTIQUE	0	3	3	0	1	1	0	0	0
CABINE TELEPHONIQUE	1	0	1	1	0	1	0	0	0
TOTAL	66	119	185	29	10	39	20	15	35
POURCENTAGE	36	64	100	74	26	100	57	43	1

Dans le cadre d'appui des Micro, Petites et Moyennes Entreprises à fort potentiel de croissance dans un parcours d'accélération d'entreprise opérationnelle viable, l'incubateur a accompagné la création des **185** entreprises portées par les jeunes et femmes. L'appui des entrepreneurs à l'étude de faisabilité de leur projet, combinant une étude technique du projet, une étude du marché cible et une étude financière évaluant la rentabilité du projet, a permis l'élaboration des **39 Business Plans reprenant la réflexion** et les données concernant le projet d'entreprise par l'entrepreneur lui-même. L'appui à la **formalisation administrative des 35 entreprises** a permis aux entrepreneurs d'acquérir une immatriculation et une identification nationale qui donnent droit à l'exercice du commerce et un positionnement dans la fiscalité.

Les approches d'accompagnement des jeunes et femmes menées par l'Incubateur Provincial du Sud-Ubangi

- **Coaching entrepreneurial de proximité** : une équipe de 4 coachs d'entreprise, recrutés comme prestataires pour l'incubateur, a assurée l'accompagnement des entrepreneurs dans l'élaboration et le suivi des outils de gestion.
- **Appui Conseil-agricole** : l'incubateur a accompagné l'insertion professionnelle des **15** jeunes dont **4** filles diplômés (Moniteurs agricoles) sortis des Instituts Techniques Agricoles qui, en même temps incubés, ont suivi et encadré les entrepreneures agricoles en conseils techniques agricoles au cours des saisons culturelles A et B 2022, à Gemena et ses environs. Cette approche a permis aux entrepreneures agricoles d'intégrer de bonnes pratiques agricoles sur les techniques de production.

- **Cadre d'échange d'expériences et de réseautage** : Grace aux visites d'expériences et de partage avec le modèle d'agro-pastoralisme de Gwaka-Miluna pour la stimulation d'un esprit entrepreneurial, 66 micro-entreprises dirigées par des femmes se sont inspirées du modèle de maraichage et agroforesterie de l'ASBL Elikya pour une duplication dans leur ferme agropastorale.
- **Appui à l'amorçage** : dans le processus d'accompagnement, un fonds de démarrage pour booster les initiatives entrepreneuriales des porteurs de projet en couvrant les grands coûts d'investissement pour les entreprises naissantes a été prévu par le projet. Ce fonds a servi à l'achat des intrants de démarrage pour certaines entrepreneures telles que les mamans de l'Equateur et au développement de la micro-entreprise.
- **Leasing** : Appliqué seulement à Budjala, ce mode d'appui à l'insertion socioprofessionnelle a permis à 10 apprenants couturiers d'acquérir les machines à coudre pour leur propre autonomisation. Cette facilitation a été nécessaire à la concrétisation de leurs idées entrepreneuriales à travers une approche souple et à couts soutenables par le biais de la location-vente pour autonomiser les jeunes entrepreneurs. Le processus de l'insertion socioprofessionnelle et entrepreneuriat des jeunes et des femmes, comme résultat intermédiaire du projet EDU-MOSU a été réalisée selon la logique expliquée ci-dessous :



L'enrôlement des jeunes et femmes à l'incubateur est ouvert à tout public manifestant l'intérêt d'être accompagné dans le développement et concrétisation de son initiative entrepreneuriale.

Le parcours à l'accompagnement entrepreneurial commence par un *diagnostic* des besoins en accompagnement qui conduit à l'élaboration du *plan d'accompagnement* personnalisé qui peut comprendre : *l'appui aux démarches administratives pour légaliser son entreprise, le renforcement des compétences techniques avec des formations techniques, l'étude de faisabilité du projet selon une approche de coaching regroupant une étude technique, une étude du marché ciblé et une étude financière évaluant la rentabilité du projet.*

La finalisation de l'idée de projet est traduite dans un document dit *Business Plan*, un outil indispensable à la recherche de financement. L'accès aux financements n'est pas chose aisée dans un

environnement où la demande est forte et l'offre très conditionnée. L'incubateur a essayé des stratégies pouvant contribuer à améliorer les chances de financer les activités des entrepreneurs dont le « **leasing** » qui permet de mettre à la disposition des entrepreneurs des équipements en location-vente.

Un plan d'accompagnement des bénéficiaires post-location-vente a été mis en œuvre à travers un **coaching de proximité** sur l'utilisation des outils de gestion entrepreneuriale. Il s'agit de la mise en place de la comptabilité simplifiée, la pratique sur le compte d'exploitation et calcul de coût, la pratique sur le marketing (accueil et fidélisation clients, dispositif d'écoute des clients, qualité services et produits, recherche débouchés, négociation) et l'accélération des startups opérationnelles.

Initié en collaboration avec la FEC, l'incubateur provincial a obtenu don du foncier de la part du Gouverneur de province sur lequel seront érigés ses bâtiments définitifs. Il fonctionne de manière provisoire installés dans les locaux Enabel jusqu'à la clôture du projet EDU-MOSU, . A ce stade, une équipe provisoire coanimant avec Enabel, les démarches de formalisation de cette structure dont les statuts ont voulu la forme d'association sans but lucratif pour éviter son accaparement par le pouvoir public.

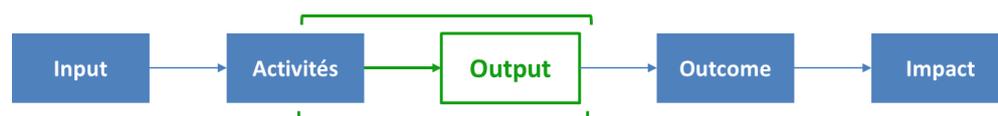
Approche territoriale de développement local

Pour coordonner ses interventions dans le domaine du développement, Enabel a initié la mobilisation des acteurs locaux à travers l'approche territoriale de développement local. Regroupant les acteurs des secteurs concernés par les questions de développement, cette approche a permis non seulement de stabiliser la mise en place de l'incubateur provincial du Sud-Ubangi, mais aussi de mobiliser les acteurs des secteurs publics, privé et du monde associatif autour des questions de développement. Avec l'accompagnement des cabinets externes, Enabel a pu mettre sur pied des cadres de concertation multi-acteurs dans la province du Sud-Ubangi. Ces derniers animent, avec l'accompagnement de l'incubateur provincial, les débats liés au développement. Des réflexions sont générées par les acteurs eux-mêmes pour le positionnement de la province à l'échéance 2030.



Ateliers sur l'approche territoriale de développement local, tenus à Gemena. Photos Enabel 2021 et 2022.

4.5 Performance de l'output 4



Une dynamique développement local est rendue possible grâce à la mise à l'emploi et en réseau des populations de la zone, majoritairement des femmes, via un incubateur agricole multifonctionnel.

4.5.1 Indicateurs atteints

Tableau 11: Indicateurs atteints

Indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
Nombre de personnes tout public accompagné en milieu rural	73	3000	5957	La valeur cible finale a été remontée à 6000 pour les 2 CdS.
Nombre de personnes tout publics insérées en milieu rural	0	300	3955	La valeur cible finale a été revue à 3000 pour les 2 CdS.
Nombre de personnes tout publics formées en milieu rural	0	1600	6663	La valeur cible finale a été revue à 6000 pour les 2 CdS.
Nombre de femmes accompagnées en milieu rural	64	2500	4825	Cible prévue à plus de la moitié des personnes tout public accompagnées
Nombre des femmes insérées en milieu rural	31	1500	3655	Cible prévue à la moitié des personnes tout public insérées

4.5.2 Analyse de la réalisation de l'output

Principalement porté par l'ASBL Elikya, la branche sociale de la société agricole MILUNA, qui exécute des Conventions des Subsidés pour le compte du projet EDU-MOSU, ce résultat concerne la délivrance d'un service d'accompagnement à l'insertion professionnelle en milieu rural. Les groupes cibles ont bénéficié dans le cadre de ces Conventions d'un encadrement de proximité allant de la mise à disposition des terres et des semences de qualité à la construction des business plans liés aux initiatives d'entreprises agricoles.

Depuis 2019, Enabel a réussi à travailler avec le secteur privé à travers cette ASBL. Des résultats satisfaisants obtenus ont contribué à la prolongation de la collaboration avec cet acteur qui se positionne dans l'animation du dialogue social et promotion des initiatives de développement du territoire de Budjala. Un foyer social, centre de formation non formelle et un complexe scolaire adossés à cette ASBL ont assuré dans le cadre des Conventions de subsides l'enseignement technique et la formation professionnelle dans ce milieu. Des unités de formations-emploi et de production sont mises en place au bénéfice des jeunes et femmes apprenantes.

L'approche de l'insertion assurée par l'ASBL Elikya consiste à proposer aux groupes des jeunes et des femmes des programmes de formations de courtes durées sur les métiers de Vannerie, Coupe et Couture, Boulangerie, Apiculture, Agriculture (pérenne-vivrière et maraichère) avec une politique de mise à disposition des kits de démarrage à la fin de la formation. Pour l'agriculture pérenne spécifiquement, la stratégie a permis de distribuer des plantules pour un métayage dans les espaces de la plantation MILUNA en jachères. Au niveau scolaire, les Conventions de Subsides ont facilité la scolarisation des filles dans la filière Agriculture en prenant en charge une partie des frais de scolarité. Des techniques pour maintenir cette approche dans le temps sont développées via les ventes des productions du potager scolaire dans lequel chaque apprenant en Agriculture a une parcelle de culture maraichère dont les revenus contribuent à sa scolarité.

Au-delà des résultats indiqués dans le tableau ci-haut, le partenariat avec le secteur privé a démontré la possibilité de mettre à profit les logiques d'entreprises privées dans les actions de développement. Un engouement autour des métiers agricoles et des expérimentations dans l'élevage a été enregistré dans la contrée. Et le centre de formation agricole mis en place par l'ASBL a fourni au projet EDU-MOSU une expertise pour assurer la formation et l'orientation des initiatives liées à l'agriculture.

Par cette collaboration, des rapports sont établis entre les besoins des entreprises et les domaines de formation. L'ASBL Elikya a réussi à fournir à la société Miluna des jeunes formés dans des métiers spécifiques tels que la Restauration, Boulangerie et Pâtisserie. Ces jeunes, après avoir suivi des formations de courtes durées, sont insérés en emploi salarié auprès de la société Miluna. Le tableau ci-dessous présente les nombres des personnes accompagnées par filières :



Présentation des services de traitement du miel organisés à l'incubateur rural de Gwaka/asbl Elikya.. Photo Enabel 2021

A la clôture du projet EDU-MOSU, l'ASBL Elikya porte la matérialisation de l'approche territoriale de développement local en animant la concertation des acteurs territoriaux autour du développement. A ce jour, une vision de développement du territoire est élaborée par les animateurs des secteurs administratifs pour l'horizon 2030.

Tableau 12 : Statistiques cumulées des 2 CdS Asbl Elikya

Statistiques cumulées d'accompagnement à l'Insertion Intégrale																					
Juillet 2019- Mars 2023																					
Indicateurs Filières	Nombre de tout public formés			Nombre des personnes accompagnées à l'insertion			Nombre des personnes tout public inséré			Nombre des personnes insérées à l'emploi salarié			Nombre de personnes insérées à l'entrepreneuriat			Nombre des projets en co-construction			Nombre d'associations promues/ structurées	Nombre d'AGR/Micro-entreprises créées	Nombre de micro-entreprises légalisées
	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total	Genre		Total	Effectif	Effectif	Effectif
	F	M		F	M		F	M		F	M		F	M		F	M				
Culture vivrière	4 300	63	4 363	4 235	45	4 280	3 560	5	3 565	4	0	4	3 556	5	3 561	1	11	12	4	2 765	0
Culture pérenne	161	667	828	74	337	411	41	195	236	0	0	0	41	195	236	0	6	6	0	235	0
Culture maraîchère	33	49	82	31	41	72	0	8	8	0	0	0	0	8	8	1	2	3	0	8	0
Élevage (Avicul et Cunic)	8	41	49	6	19	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Apiculture	120	276	396	59	208	267	23	44	67	0	0	0	23	44	67	0	7	7	7	67	0
Chantier école	15	369	384	15	381	396	8	33	41	8	33	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Briqueterie	0	0	0	0	0	0	0	4	4	0	0	0	0	4	4	0	0	0	1	0	0
Coupe et couture	82	10	92	57	9	66	12	7	19	1	0	1	11	7	18	8	5	13	0	18	0
Art culinaire et Nutrition	11	3	14	11	3	14	3	3	6	3	3	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Alphabétisation	132	0	132	48	0	48	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Vannerie	45	0	45	105	0	105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boulangerie	12	2	14	8	1	9	2	0	2	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Plomberie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CS ELIKYA	174	78	252	174	78	252	5	1	6	5	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bibliothèque Numérique	2	10	12	2	10	12	1	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5 095	1 568	6 663	4 825	1 132	5 957	3 655	300	###	24	37	61	3 631	263	3 894	10	31	41	12	3 093	0

5 Synergies et complémentarités

5.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Le projet EDU-MOSU a collaboré étroitement avec le Projet de Lutte contre les Violences Sexuelles, PLVS, dans l'introduction du Module sur la Santé de la Reproduction dans le programme scolaire, en travaillant à la mise en place de la Stratégie d'accompagnement des enseignants, directeurs et inspecteurs de la Division provinciale de l'Education du Sud-Ubangi 1, structure d'ancrage institutionnel du projet EDU-MOSU.

Des ressources mutualisées, Assistants techniques nationaux PLVS et EDU-MOSU ainsi que l'Inspecteur Point-focal prestataire EDU-MOSU, ont travaillé à l'élaboration de la feuille de route de l'implémentation de ce Module dans les écoles de la circonscription et son pilotage dans les établissements appuyés par EDU-MOSU.

Une stratégie d'accompagnement spécifique à l'insertion professionnelle des jeunes et femmes victimes des violences sexuelles est mise en place au sein de l'incubateur à Gemena. En collaboration avec la division provinciale des affaires sociales, cela permet une réintégration rapide de ces jeunes et femmes.

5.2 Avec les projets pour tiers

Dans la province de la Mongala, où le projet EDU-MOSU s'est retiré des établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle depuis 2018, l'ITAV MONDONGO reste le seul établissement qui porte à la fois les objectifs du projet d'éducation et ceux du Projet Intégré pour la Réduction des Effets dus à la Déforestation et à la Dégradation des forêts – PIREDD - MO identifiées, un projet pour tiers mis en œuvre par Enabel.

Le projet EDU-MOSU accompagne cet établissement dans l'amélioration de sa gouvernance et le PIREDD y travaille pour inculquer à partir des programmes d'enseignement les notions de réduction des pressions des activités anthropiques sur les forêts. Sous le mandat opérationnel de PIREDD, l'ITAV participe à l'éducation des populations sur les questions REDD.

L'accompagnement à l'amélioration de la gouvernance de l'ITAV dans la redynamisation de ces animateurs, lui a permis de se positionner dans le dialogue communautaire sur la gouvernance des ressources naturelles et l'aménagement du territoire initié par le PIREDD-MO. Les techniques agricoles développées par le PIREDD-MO notamment le Champs-Ecole-Paysan (CEP) sont reprises sous format réduit de Champs de Démonstration Scolaire (CDS) dans cet établissement. Cela permet d'initier les jeunes apprenants, à partir des programmes de cours aux techniques de préservation de la forêt.

5.3 Autres synergies et complémentarités

L'équipe EDU-MOSU a initié les consultations des partenaires de développement intervenant dans le Sud-Ubangi. Des réunions tenues en 2021 et 2022, ont permis de comprendre les rayons d'action de chaque acteur et les opportunités de collaboration. Quelques pistes ont été identifiées pour être développées, notamment, l'accompagnement des jeunes et femmes inscrites à l'incubateur de Gemena vers le volet financier par Vision Fund et Opportunity, deux institutions de microfinance œuvrant dans le Sud-Ubangi. Cette collaboration a été envisagée sous un accord des principes mené par les organisations.

6 Thèmes prioritaires

6.1 Environnement et changement climatique

Le projet EDU-MOSU a tenu au respect des directives environnementales dans la conception et la construction des bâtiments. Dans la plupart des cas, il a recouru à l'usage des matériaux locaux, au système de récupération des eaux de pluie et le verdissement des abords des bâtiments.

Dans son accompagnement à la digitalisation, le projet a encouragé l'utilisation des énergies renouvelables en dotant les établissements des parcs photovoltaïques. Des contenus sur la préservation des écosystèmes et les techniques de protection de l'environnement sont incorporés dans les bibliothèques numériques installées dans les établissements d'enseignement. Aussi, le projet EDU-MOSU a doté les ITA de documentations sur la protection de l'environnement avec des techniques agricoles adaptées telles que la lutte biologique au lieu de l'usage d'insecticide.

6.2 Genre

Par son objectif spécifique, le projet EDU-MOSU a mis l'accent sur la prise en compte des aspects du genre en intégrant dans ses cibles les jeunes et les femmes. Intervenant dans le secteur de l'ETFP, le projet a tenu à ce que les filles, les femmes et les jeunes soient au centre de ses activités.

Dans toute élection des membres des organes de cogestion des établissements d'enseignement technique, le projet a encouragé l'application de la règle gouvernementale de représentativité à hauteur d'au moins 25% de femmes. Les formations de courtes durées ont inscrit en majorité les femmes et des bourses d'études ont été octroyées aux élèves filles inscrites dans la filière Agriculture (Gwaka et Bongisa).

Le projet a mené plusieurs campagnes de sensibilisation pour l'inscription des jeunes filles dans des filières techniques. Pour plus d'inclusion, le projet EDU-MOSU a appuyé un centre de formation professionnelle pour les personnes handicapées à Budjala. Ce dernier demeure un des centres phares de l'intervention dans le territoire de Budjala pour l'insertion des jeunes et femmes à besoins spécifiques.

6.3 Digitalisation

La digitalisation a été une de grandes avancées dans les approches de l'intervention. Le projet EDU-MOSU a, sous ce chapitre, non seulement équipé les bureaux gestionnaires du secteur, les établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle des outils informatiques, mais aussi formé à l'utilisation dans un contexte où l'Informatique n'était qu'à ses débuts. Les grandes réalisations en termes de digitalisation sont le Progiciel et les bibliothèques numériques. Aussi, dans l'accompagnement des acteurs, l'équipe du projet a mis en place des dispositifs de communication par réseaux sociaux et messages électroniques qui ont permis dans une certaine mesure de réduire les formats imprimés des documents partagés.

6.4 Emplois décents

EDU-MOSU n'a pas formellement lancé des activités liées à la thématique mais dans l'octroi des marchés publics, une note spéciale était faite sur les conditions de l'emploi décent à l'intention des partenariats. Dans sa démarche de l'insertion, le projet a soutenu les bénéficiaires à promouvoir les conditions de travail qui favorisent le bien-être optimal des personnes.

7 Durabilité

Le projet EDU-MOSU a accompagné les établissements d'enseignement technique à une transparence dans la gestion, les autorités provinciales du secteur de l'ETFP à plus d'engagement pour une formation de qualité et les jeunes et les femmes à se positionner dans l'emploi ou l'auto-emploi à travers des incubateurs à Gemena et à Gwaka.

Les microentreprises et associations des jeunes et femmes formées, qui se positionnent à la clôture du projet comme acteurs dans l'économie de la province, présentent une fragilité face aux menaces fiscales des services provinciaux. Pour les en protéger, le projet a soutenu la démarche de formalisation de ces entreprises en impliquant directement la FEC, faitière des entreprises du Congo, ainsi que les services publics pertinents tels que les divisions provinciales de l'économie, des petites et moyennes entreprises.

L'incubateur provincial installé à Gemena a besoin d'une structure de portage très solide sur le plan organisationnel pour ne pas subir la prédation du pouvoir politique. Le projet a veillé à doter cet incubateur des instances de gestion autonomes qui assureront sa survie. Bien que l'antenne provinciale de la FEC ait accompagné le projet dans toute la démarche de sa mise en place, elle n'a pas démontré de fortes capacités organisationnelles pour gérer l'incubateur, qu'il eût fallu définir dans les Statuts des structures tripartites-Services publics, Secteur privé et Société civile (ou monde associatif) pour assurer une gestion durable et une canalisation adéquate des subventions externes sans risque de se subjuguer aux donateurs.

Avant la mise en place des incubateurs, le projet a enregistré une forte déperdition des lauréats ayant participé à l'approche chantier-école, leur parcours d'insertion s'étant limité à cette simple participation. Avec les incubateurs, ce risque est réduit car ils sont récupérés et accompagnés dans la suite de leur installation dans un emploi/auto-emploi.

Toutefois, l'engouement constaté dans les incubateurs mis en place pourraient s'effriter à la clôture complète de l'intervention. Pour mitiger ce risque, Enabel appuiera, à travers les interventions du nouveau projet 2023-2027, la consolidation de ces incubateurs en structures autonomes d'accompagnement des jeunes et femmes porteurs des projets d'entreprises, avec des modes de gestion efficaces et indépendants. Le dispositif d'incubation en milieu rural a l'avantage d'être porté par l'ASBL Elikya, cela favorise une bonne survie au-delà de la mise en œuvre d'EDU-MOSU, mais sa subsistance est soumise à celle de l'ASBL Elikya.

Au niveau des autorités scolaires, l'appui d'EDU-MOSU a renforcé l'intérêt pour les filières techniques. Le gouvernement central de la RDC a défini des politiques de développement du secteur dans les stratégies sectorielles qui, pendant toute la durée de mise en œuvre du projet EDU-MOSU, ont connu beaucoup de difficultés à se matérialiser dans la province. Le manque de financement reste la cause principale évoquée et cela est une menace pour la poursuite dans le temps de l'accompagnement et du contrôle des établissements scolaires acquis dans la période de mise en œuvre d'EDU-MOSU.

Dans les établissements d'enseignement technique et centres de formation professionnelle, les acquisitions du projet EDU-MOSU ont un socle solide dans ce qu'elles ont connu la participation de plusieurs parties, Comité de gestion-COPA-Enseignants et élèves. La collaboration enclenchée entre ces parties permettra de pérenniser les bonnes pratiques de gestion scolaire nonobstant les pressions des régimes de gestion des écoles (conventionnées).

L'approche territoriale de développement local que le projet EDU-MOSU a initié dans la province, devra être soutenue par les interventions du nouveau projet pour assurer une bonne coordination pour doubler l'impact global des projets Enabel auprès des populations. Il conviendrait toutefois de renforcer les acteurs locaux dans l'animation du dialogue social et la concertation sur les actions de développement mis en place dans la province.

8 Leçons apprises

Le contexte global de la RDC et celui des provinces d'intervention du projet EDU-MOSU, Mongala et Sud-Ubangi, ont sensiblement influencé la mise en œuvre de ce projet. La souplesse du Management au sein de Enabel et la mobilisation des acteurs locaux ont été des points d'appui qui ont permis un aboutissement en douceur. Des succès et des échecs enregistrés constituent des enseignements pour toutes les parties ayant travaillé à la réalisation de ce projet, notamment Enabel, l'administration publique dans les provinces, les acteurs privés et ceux de la société civile ainsi que les bénéficiaires eux-mêmes. Ci-dessous les plus saillants.

8.1 Les succès relevés

- Leadership renforcé des autorités et directions scolaires dans leur rôle de pilotage, de coordination et de gestion du secteur de l'ETFP avec des cadres de concertation et de dialogue qui se créent une réactivité globale sur les questions de la formation ;
- Introduction de la Digitalisation dans le secteur de l'enseignement technique positionnant les acteurs sectoriels sur les innovations de la mondialisation ;
- Valorisation des métiers porteurs localement, exemple de la forge, qui permettent aux jeunes de s'autonomiser et travailler au niveau de la province, avec le bénéfice de promouvoir l'économie locale et éviter une perte des capitaux humains ;
- Adaptation de la stratégie d'insertion sur les parcours de vie des bénéficiaires, en le mettant au centre de l'action pour un accompagnement individuel approprié ;
- Réalisation des résultats en collaborant avec les acteurs du secteur privé ayant ouvert la voie vers leur apport dans les questions de développement local ;
- Mise en association des jeunes et femmes autour d'un métier porteur engendrant des micro entreprises associatives qui supportent l'emploi des jeunes et femmes dans la province ;
- Construction des fondations pour un accompagné approprié vers l'emploi et l'auto-emploi, entrepreneuriat, les incubateurs ;
- La mobilisation des acteurs locaux dans le cadre du projet EDU-MOSU a impulsé le dialogue social sur les questions de développement, y compris l'accompagnement des jeunes.

8.2 Les défis identifiés

- Adaptation des programmes d'enseignement aux besoins réels en compétences pour le marché de l'emploi dans la province ne relevant pas des mandats d'Enabel ;
- Certification des compétences acquises dans les formations pratiques organisées dans le cadre du projet et leur reconnaissance par les pouvoirs publics ;
- Acquisition des matériels : certains équipements octroyés aux bénéficiaires étaient non adaptés aux zones d'intervention, exemple des imprimantes dont le coût de cartouche dépassait largement les capacités financières des établissements scolaires, et du four électrique dans un milieu où l'accès à l'électricité n'est pas assuré ;
- Suivi et Evaluation : le projet n'a pas eu des mécanismes élaborés de suivi permanent de la progression des indicateurs de performance et des stratégies envisagées, le focus était pour la plupart de temps sur la réalisation des activités, entraînant une coupure dans la logique de mise en œuvre entre les deux DTF ;
- Progiel : l'adaptation du Progiel au système éducatif congolais n'a pas été achevée complètement, l'expérimentation de la transmission des informations des écoles vers les autorités du secteur n'a pas eu lieu ;

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

- Le processus de digitalisation de la gestion des établissements d'enseignement apporte des changements considérables auprès des équipes dirigeantes. La question qui reste posée est de définir des mécanismes mobilisables pour susciter l'adhésion complète de toutes les parties prenantes y compris les autorités sectorielles ;
- L'approche territoriale de développement a favorisé l'implication, l'acceptation et le suivi rapproché des partenaires locaux dans le processus de mise en œuvre des interventions.
- . L'adaptation de la stratégie d'intervention orientée vers l'entrepreneuriat ouvre des pistes pour des prochaines interventions qui rencontreront les besoins réels des bénéficiaires, créer des entreprises et s'autonomiser durablement
- Est-ce qu'une cohérence dans la transmission des messages en lien avec l'intervention du projet diminue le risque de mauvaise compréhension et équilibre les attentes des communautés bénéficiaires (cas de l'ITAV Mondongo) ?

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Un accompagnement personnalisé dans la démarche de l'insertion permet une bonne installation des groupes cibles et réduit de moitié le risque de décrochage.	Portefeuille pays, intervention
Le suivi rapproché à travers la durée de mise en œuvre du projet facilite la construction progressive des logiques de changement souhaité et leur installation définitive dans la vie des populations bénéficiaires.	Portefeuille pays, intervention
Une communication efficace sur les objectifs, les activités, les résultats et les stratégies du projet limitent le risque de non acceptation par les autorités et les populations locales.	Portefeuille pays, intervention

9 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Poursuivre l'accompagnement de l'incubateur provincial pour sa consolidation	Coordination Provinciale Enabel	2023 -2025
Continuer l'expérimentation de la Digitalisation dans le nouveau programme de coopération (2023 -2027)	RR - Coordination Provinciale Enabel - Interventions	Durée des interventions
Mettre en place un système efficace MEAL pour renseigner de manière continue la progression des interventions et les changements obtenus en termes d'indicateurs ainsi que les apprentissages	RR - Coordination Provinciale Enabel - Interventions	Durée des interventions
Consolider les cadres de concertation impulsés lors des deux dernières années de mise en œuvre du projet afin d'asseoir l'approche territoriale de développement local dans le nouveau programme de coopération (2023 -2027), notamment au niveau du sous portefeuille Sud Ubangi	Coordination Provinciale Enabel – Intervention -Parties prenantes	Durée des interventions

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.				
B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.				
C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.				
D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.				
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).				
B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.				

C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?

A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.

2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?

A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.

2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?

	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?

	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.

3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?

	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
--	---

	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D

abilité financière/économique ?

	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
--	---

	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?	
	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?	
	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

	Indicateurs	Baseline	Cible finale	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
	Objectif général : Dans la Province du SUD UBANGI, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.				
	OUTCOME : Les jeunes de la province du Sud Ubangi, majoritairement les femmes, après avoir suivi une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, sont accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle				
	Augmentation de l'effectif global de jeunes filles apprenantes	5,4%	40%	(1) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements et palmarès scolaires) (2) Progiel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conditions d'apprentissage améliorées ▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des opportunités d'insertion socioprofessionnelle.
	Nombre de jeunes accompagnés vers l'insertion socioprofessionnelle	603	6000	(1) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc.	
	Nombre de bénéficiaires insérés all in	150	3500	(2) Progiel scolaire	
	OUTPUT 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorés grâce à l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements				

	Indicateurs	Baseline	Cible finale	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
	Les établissements soutenus disposent d'un plan de développement (projet d'établissement)	5	7	(1) Projet d'établissements élaborés, validés et mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Le progiciel scolaire est opérationnel dans tous les établissements soutenus et la communauté scolaire s'en approprie le progiciel scolaire.
	Les établissements soutenus disposent d'une gestion saine et transparente y compris les unités de production	3	7	(1) Progiciel scolaire	
	Les autorités provinciales et les établissements sont redevables l'un envers l'autre	–	7	(1) Rapport de visite des inspecteurs	
OUTPUT 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des apprenants.					
	Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention	17,4	40%	(1) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements et palmarès scolaires) (2) Progiciel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Condition d'apprentissage améliorée Les enseignants qualifiés sont disponibles dans le milieu, et les fonds sont mobilisés par le service compétent pour leur prise en charge
	Les établissements soutenus offrent une formation (pratique et théorique) de qualité	3	7	(1) Projet EDU–MOSU (2) Rapports d'enquête d'évaluation annuelle (3) Rapports de l'Inspecteur Point focal	
OUTPUT 3 : Un dispositif d'incubation urbain féminin multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes filles d'accéder à un emploi décent.					
	Nombre de personnes tout public accompagné en milieu urbain	300	1500	(1) Rapport d'enquête sur les récits des succès des	

	Indicateurs	Baseline	Cible finale	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
	Nombre de personnes tout publics insérés en milieu urbain	113	1000	sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc. (2) Progiciel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes s'approprient le dispositif d'incubation urbain féminin Les jeunes filles et tout public comprennent l'importance de l'incubateur
	Les partenaires locaux s'approprient les mécanismes d'insertion professionnelle en milieu urbain	-	-	(1) Incubateur urbain féminin multifonctionnel	
	Le nombre de services financiers et non financiers mis en œuvre dans l'incubateur	0	10		
OUTPUT 4 : Une dynamique de développement local est rendue possible grâce à la mise à l'emploi et en réseau des populations de la zone, majoritairement des femmes, via un incubateur agricole multifonctionnel.					
	Nombre d'activités intersectorielles (qui réunissent Santé et Insertion)	0	10	(1) Projets EDU-SUB/PADP (2) Rapports d'activités (3) Rapport SNIS de l'HGR Gwaka	<ul style="list-style-type: none"> Les parties prenantes s'approprient le dispositif d'incubation agricole rural et travaillent ensemble pour un objectif commun
	Nombre de personnes tout public accompagné en milieu rural	204	3000	(1) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc.	
	Nombre de personnes tout public inséré en milieu rural	37	2000		
	Nombre de femmes accompagnées en milieu rural	64	2500		
	Nombre de femmes insérées en milieu rural	3	1500	(2) Progiciel scolaire	

	Indicateurs	Baseline	Cible finale	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
				<i>Contrats de collaboration</i>	
	Appropriation par les partenaires locaux des mécanismes d'insertion professionnelle en milieu rural	ND	-	(1) Incubateur agricole rural	
	Nombre de rencontres collectives entre femmes (minimum 10) de la plantation au cours du mois précédent	ND	15	(1) Enquêtes	
	Les déterminant sociaux de la malnutrition sont connus par les acteurs locaux (Hôpital, Asbl Elikya)	ND	-	(2) Rapport SNIS de l'hôpital (3) Rapport d'enquêtes	

10.3 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Decision to take		
La SMCL recommande au projet de suivre l'utilisation des moyens généraux qui représentent 34% du taux d'exécution du budget, au 28 Février 2017	31/03/2017	Steering Committee
Action		Follow-up

Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Les frais de fonctionnement liés aux activités sont imputés sur les lignes A (Activités)	KABALA François-Xavier	30/06/2020	Révision trimestrielle de la Planification tenant compte de la restriction budgétaire de 700 000€	Completed
Decision to take				
Concernant le chevauchement des compétences et mandats dévolus aux Ministère de l'EPSP et celui de la Formation professionnelle, artisanat et métier. La SMCL recommande de s'en tenir aux accords signés (convention spécifique) avec la tutelle du MEPSP		30/01/2018		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Poursuite des activités avec les services déconcentrés et décentralisés du Ministère de l'EPSP.	ALITA ONTEN Godefroid	31/12/2019	Protocole signé pour la mise à la disposition du projet des 6 agents de l'Administration de l'EPSP	Completed
Decision to take				

La SMCL recommande au Projet d'être plutôt proactif dans la planification et la mise en œuvre des activités en respectant les procédures des Marché Publics		30/01/2018		Steering Committee	
Action			Follow-up		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	
- Le projet a dépassé les objectifs de la planification financière 2018 - L'Exercice du MONOP permet au projet de faire des projections des activités à réaliser dans le respect des procédures Enabel.	BAWOTA KOPANGANA Clotilde	31/12/2020	La mise en œuvre de certaines activités est gérée directement en régie suivant les Fiches d'activités. Ex : Chantier école ELIKYA	Completed	
Decision to take					
La SMCL recommande au Projet de continuer à former les Partenaires sur l'élaboration des rapports techniques et financiers en lien avec le manuel des procédures internes		30/01/2018		Steering Committee	
Action			Follow-up		
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status	

Le Comptable vérificateur, chargé de suivi des Conventions de subsides (CdS) assure l'accompagnement du personnel « ADMINFIN » des bénéficiaires contractants dans le rapportage financier de la CdS	KABALA François-Xavier	31/12/2020	Les ateliers de démarrage (renforcement des capacités des parties prenantes aux CdS) sont organisés avant la mise en œuvre des CdS	In Progress
Decision to take				
Suite à l'amélioration de la mobilité dans la Province et l'évolution positive du contexte socio économique, la SMCL recommande au Projet de : booster les activités au niveau des établissements ciblés, encourager l'esprit entrepreneurial et aux bénéficiaires engagés dans des AGR, de veiller à la commercialisation des produits fabriqués dans le respect des normes		30/01/2018		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Un document de recadrage et de repositionnement stratégique du projet a été élaboré	LEFÈVRE Annie	15/03/2019	☐ Des unités de production sont développées au niveau des établissements.	Completed

			2 Conventions sont en attente de validation	
Decision to take				
La SMCL recommande également de faire un tableau des filières porteuses prioritaires identifiées et appuyées ainsi que les budgets y alloués pour montrer la cohérence du Programme et présenter ainsi les résultats pertinents spécifiques à la Province		30/01/2018		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Les actions au niveau des différentes filières sont inscrites dans le monitoring opérationnel avec un suivi budgétaire y afférant.	KABALA François-Xavier	31/12/2020	Suivi budgétaire est effectué pour chaque CdS en tenant compte de la filière appuyée.	In Progress
Decision to take				
La SMCL recommande le partage trimestriel des rapports sur l'état d'avancement des activités du projet. Elle attend de la part du Coresponsable national qu'il planifie des		15/03/2019		Steering Committee

rencontres mensuelles officielles avec le Ministre en charge de l'Education et les services déconcentrés de l'EPSP (division provinciale et l'Inspection Principale Provinciale)				
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Les rapports trimestriels sont envoyés aux autorités provinciales (Décentralisées et déconcentrées) de l'ETFP	LEFÈVRE Annie	31/10/2019	Le Coresponsable planifie des rencontres mensuelles avec les autorités provinciales. La date de la clôture du protocole d'accord pour sa prise en charge viendra en échéance fin octobre 2019 et pas prévu son renouvellement	Completed
Decision to take				
La SMCL recommande que les rapports de travail mensuels des agents mis à disposition soient partagés avec le Ministère et ses services déconcentrés. Le coresponsable National est responsable de rapporter au Ministre de l'Education le travail exécuté par les agents, mis à disposition du projet et l'état d'avancement du programme		15/03/2019		Steering Committee

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Les agents mis à disposition envoient mensuellement leurs rapports au Coresponsable du projet pour la compilation et la transmission aux autorités provinciales de l'EPSP	LEFÈVRE Annie	19/12/2019	Le Coresponsable organise chaque fin du mois des séances de travail avec les agents mis à disposition.	Completed
Decision to take				
La SMCL recommande au projet d'intensifier sa stratégie de communication en faveur de la promotion du genre dans l'ETFP, sur toute l'étendue de la province du SUD-UBANGI sans se limiter aux territoires de Gemena et BUDJALA			15/03/2019	Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Renouveler le partenariat avec les radios communautaires et les clubs des auditeurs vu la qualité des résultats obtenus et mettre à disposition les outils produits aux autres radios de la province	ALITA ONTEN Godefroid	12/05/2019	Évaluation des résultats obtenus lors de la première phase est en cours	Completed

Decision to take				
La SMCL demande, sans préjudice d'un règlement ultérieur de ce conflit de compétence, que les services déconcentrés du Ministère de la Formation Professionnelle, des Métiers et Artisanat soient informés des activités menées par l'intervention au bénéfice des établissements ETFP.			15/03/2019	Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Informers les services déconcentrés du Ministère de la Formation Professionnelle, des Métiers et Artisanat des activités menées par l'intervention au bénéfice des établissements ETFP.	ALITA ONTEN Godefroid	15/05/2019		Completed
Decision to take				
La SMCL valide et adopte la modification du Dossier Technique et Financier (DTF), les réorientations stratégiques y afférant et les 2 partenariats proposés (Conventions de			15/03/2019	Steering Committee

subsidies à conclure avec l'asbl ELIKYA et avec la Congrégation des pères SCHEUT).				
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Finalisation des deux conventions de subsidies.	LEFÈVRE Annie	01/05/2019	ANO du Conseil d'Administration et de l' Operations manager reçu fin juin pour les 2 Csub. pour les forgerons l'ANO du service L&A du siège est attendu début juillet.	Completed
Decision to take				
La SMCL suggère que les établissements appuyés par le projet puissent être considérés comme des Centres d'Application pour les autres établissements de formation technique de la province		15/03/2019		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
	Atandjo Onokoko	30/10/2019	En préparation.	In Progress

Préparation d'un projet de transformation de ces établissements en centre d'application à soumettre au comité provincial EPSP.	Véronique			
Decision to take				
La SMCL demande que l'atelier informatique installé au CS VERBIST, soit ouvert aux élèves des autres établissements, pour qu'ils soient également acculturés à l'utilisation de l'outil bureautique		15/03/2019	Steering Committee	
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
La salle informatique est accessible à des formations de courte durée qualifiantes, grâce au partenariat conclu avec St MICROELECTRONICS Foundation Genève et l'Asbl des Pères Scheut	Atandjo Onokoko Véronique	30/06/2019	Protocole de partenariat avec St MICROELECTRONICS Foundation Genève signé. Formation des formateurs réalisées avec l'appui du consultant Arnaud ARAKAZA formateur agréé de	Completed

			MICROELECTRONICS Foundation	
Decision to take				
Concernant la prestation des agents EPSP mis à disposition de l'intervention, la SMCL recommande que toute prolongation du protocole, soit subordonnée à une évaluation préalable de ces agents sur base de l'architecture de fonction établie.		15/03/2019		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Organisation d'un entretien d'évaluation conjointe des prestations des agents mis à disposition sur base de l'architecture de fonctions établie.	BAWOTA KOPANGANA Clotilde	18/08/2019		Planned
Decision to take				
La SMCL recommande au directeur PROVED d'introduire une demande écrite, adressée au projet Enabel pour la construction d'un bâtiment annexe de la PROVED, vu sa		15/03/2019		Steering Committee

capacité réduite actuelle. Le délégué du Représentant de Enabel s'engage à transmettre cette demande à la Représentation à Kinshasa				
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Après réception de la demande, établir un devis estimatif de l'extension proposée.	MAYINDOMBE MPEWA Jean Marie	15/04/2019	Réception de la lettre du PROVED le 26 mars 2019 et un devis estimatif des travaux sera réalisé. Suite à la restriction budgétaire, les fonds disponibles ne permettent pas de répondre positivement à la demande d'extension de la PROVED.	Cancelled
Decision to take				
La SMCL valide et adopte le nouveau ROI		19/05/2020	Steering Committee	

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Suite à l'arrêt de la mise à disposition des agents de l'administration, la SMCL recommande de continuer à partager les rapports trimestriels d'activités avec les autorités éducatives et de maintenir un dialogue permanent	Steering committee	19/05/2020	Partage des rapports et rencontres périodiques avec les partenaires	Completed
Decision to take				
La SMCL valide le rapport des résultats 2019 (L'approche chantier école pour booster la formation/ insertion des jeunes dans les différents domaines a été très apprécié car elle répond aux besoins de la province notamment en raison de grands projets en négociation pour la province)		19/05/2020		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Après la mise en place du dispositif d'incubation urbaine et rurale et en raison de l'évolution	Steering committee	19/05/2020	Après la mise en place du dispositif d'incubation urbaine et rurale et en raison	Completed

de la pandémie.Voir la possibilité d'extension			de l'évolution de la pandémie.Voir la possibilité d'extension	
Decision to take				
Le nouveau DTF, la planification 2020, l'organigramme et le budget additionnel alloué au projet EDUMOSU ont été validés conformément aux COMPAR du 27/11/2019 et celui du 19/03/2020 pour la mise en œuvre du programme de transition en attendant le nouveau PIC		19/05/2020		Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Préparation des architectures de fonction pour les unités additionnelles au projet	Steering committee	19/05/2020	Préparation des architectures de fonction pour les unités additionnelles au projet	Completed
Decision to take				
Planification du prochain Comité de pilotage		27/11/2020		Steering Committee

Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Decision to take				
D20 /RDC1217511 Le comité de pilotage prend acte de la date de fin des contrats de travail du personnel Enabel engagé à EDUMOSU au 31/12/2022. Cette date correspondant à la fin de la période de mise en œuvre du programme EDUMOSU.			15/06/2022	Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Decision to take				
Le comité a validé les modifications budgétaires faites pour l'exercice 2022, tel que repris en annexe du PV de la SMCL.			15/06/2022	Steering Committee
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status

Decision to take				
Le comité de pilotage a validé le rapport annuel de Résultats 2021.		15/06/2022	Steering Committee	
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Decision to take				
Affectation des biens du projets EDU-MOSU à sa clôture		04/10/2022	Steering Committee	
Action			Follow-up	
Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
Les matériels roulants ne seront livrés aux partenaires qu'après les nouvelles acquisitions du Portefeuille 2023-2027	Portefolio Manager	Semestre I 2023		

Les meubles restent à l'utilisation des nouvelles interventions	Portefolio Manager	Q1 et Q2 2023		
Les motos très amorties seront remises aux écoles techniques pour les séances pratiques des apprenants en Mécanique	SMCL	Semestre II 2023		

10.4 Matrice de monitoring complète

	Indicateurs	Baseline 2019	Cible finale prévue	Cible finale atteinte	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
	Objectif général : Dans la Province du SUD UBANGI, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.					
	OUTCOME : Les jeunes de la province du Sud Ubangi, majoritairement les femmes, après avoir suivi une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, sont accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle					
	Augmentation de l'effectif global de jeunes filles apprenantes	5,4%	40%	40,2%	(3) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements et palmarès scolaires) (4) Progiel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conditions d'apprentissage améliorées ▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des opportunités d'insertion socioprofessionnelle.
	Nombre de jeunes accompagnés vers l'insertion socioprofessionnelle	603	6000	7385	(3) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc.	
	Nombre de bénéficiaires insérés all in	150	3500	4379	(4) Progiel scolaire	
	OUTPUT 1 : Le pilotage, la gouvernance et la gestion du secteur ETFP sont améliorés grâce à l'introduction d'une gestion digitalisée intégrée des établissements					

	Indicateurs	Baseline 2019	Cible finale prévue	Cible finale atteinte	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
	Les établissements soutenus disposent d'un plan de développement (projet d'établissement)	5	7	7	Projet d'établissements élaborés, validés et mis en œuvre	Le progiciel scolaire est opérationnel dans tous les établissements soutenus et la communauté scolaire s'en approprie le progiciel scolaire.
	Les établissements soutenus disposent d'une gestion saine et transparente y compris les unités de production (Progiciel)	3	7	5	Progiciel scolaire	
	Les autorités provinciales et les établissements sont redevables l'un envers l'autre	-	7	7	Rapport de visite des inspecteurs	
OUTPUT 2 : Les établissements soutenus proposent une offre de formation pertinente et de qualité en faveur des apprenants.						
	Augmentation de l'effectif d'apprenants sur toute la période d'intervention	17,4%	40%	42,8%	(3) Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements et palmarès scolaires) (4) Progiciel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Condition d'apprentissage améliorée (contenus numériques) ▪ Les enseignants qualifiés sont disponibles dans le milieu, et les fonds sont mobilisés par le service compétent pour leur prise en charge ▪ Les enseignants et les
	Les établissements soutenus offrent une formation (pratique et théorique) de qualité	3	7	6	(4) Projet EDU-SUB (5) Rapports d'enquête d'évaluation annuelle (6) Rapports de l'Inspecteur Point focal	

	Indicateurs	Baseline 2019	Cible finale prévue	Cible finale atteinte	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
						apprenants ont accès aux contenus digitaux via les bibliothèques numériques
OUTPUT 3 : Un dispositif d'incubation urbain féminin multifonctionnel permet à un nombre accru de jeunes filles d'accéder à un emploi décent.						
	Nombre de personnes tout public accompagné en milieu urbain	300	1500	1428	(3) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc. (4) Progiciel scolaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les parties prenantes s'approprient le dispositif d'incubation urbain féminin ▪ Les jeunes filles et tout public comprennent l'importance de l'incubateur
	Nombre de personnes tout publics insérés en milieu urbain	113	1000	424		
	Les partenaires locaux s'approprient les mécanismes d'insertion professionnelle en milieu urbain	-	-	OUI	(2) Incubateur urbain féminin multifonctionnel	
	Le nombre de services financiers et non financiers mis en œuvre dans l'incubateur	0	10	10		
OUTPUT 4 : Une dynamique de développement local est rendue possible grâce à la mise à l'emploi et en réseau des populations de la zone, majoritairement des femmes, via un incubateur agricole multifonctionnel.						
	Nombre d'activités intersectorielles (qui réunissent Santé et Insertion)	0	10	8	(4) Projets SUB/PADP	EDU- <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les parties prenantes

	Indicateurs	Baseline 2019	Cible finale prévue	Cible finale atteinte	Sources de vérification	Hypothèses / commentaires
					(5) Rapports d'activités (6) Rapport SNIS de l'HGR Gwaka	s'approprient le dispositif d'incubation agricole rural et travaillent ensemble pour un objectif commun
	Nombre de personnes tout public accompagné en milieu rural	204	3000	5957	(3) Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants ; palmarès des évaluations, registre des incubateurs, nombre des contrats signés, nombre des projets appuyés, etc.	
	Nombre de personnes tout public inséré en milieu rural	37	2000	3955	(4) Progiciel scolaire <i>Contrats de collaboration</i>	
	Nombre de femmes accompagnées en milieu rural	64	2500	4825		
	Nombre de femmes insérées en milieu rural	3	1500	3655		
	Appropriation par les partenaires locaux des mécanismes d'insertion professionnelle en milieu rural	ND	-	OUI	(2) Incubateur agricole rural	
	Nombre de rencontres collectives entre femmes (minimum 10) de la plantation au cours du mois précédent	ND	15	30	(4) Enquêtes	
	Les déterminants sociaux de la malnutrition sont connus par les acteurs locaux (Hôpital, Asbl Elikya)	ND	-	oui	(5) Rapport SNIS de l'hôpital (6) Rapport d'enquêtes	

10.5 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
Personnel national mis à disposition par le pays partenaire :			
DOME MOLOLIA Jacques	Co-Responsable National	H	01/01/2016 – 31/05/2017
BEMBIADE MALOZI Aymard	Co-Responsable National	H	01/11/2017 – 31/10/2019
NGBANGADIA KOTONGO Jean-René	Accompagnateur Territorial	H	01/09/2018 – 31/12/2019
LANGI BILIKO Florentin	Point Focal Gouvernance et Gestion scolaire	H	01/09/2018-31/12/2022
BANUTELO MOMBI Maurice	Accompagnateur Territorial	H	01/09/2018 – 31/12/2019
ELAMBO KPALA Madeleine	Accompagnatrice Territoriale	F	01/09/2018 – 31/12/2019
ABUBAMBI WAIMBA Célestin	Chargé d'Insertion Professionnelle	H	01/09/2018 – 31/12/2019
NZUMBA SONGO MBENGA Jean	Accompagnateur Territorial	H	01/09/2018 – 31/12/2019
Personnel d'appui, recruté localement par la ENABEL :			
LEFEVRE Annie	Intervention Manager	F	01/07/2015-29/03/2021
MASIKINI DANYO Augustin	Chauffeur	M	20/07/2015-31/05/2023

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
KALEKA Célestin	Responsable Administratif et Financier	M	17/08/2015-31/07/2016
KHUWA MALONDA Alex	Logisticien	M	01/08/2015-25/11/2021
MAHULU MAKASANDA Max	Comptable vérificateur	M	01/10/2015-25/11/2021
LUVEFU LULEMBA Anita	Secrétaire-caissière	M	19/10/2015-16/08/2019
BINTU KANIKI Belbiche	Réceptionniste Opératrice Radio et Point Focal Communication / Sud-Ubangi	F	01/12/2015-30/06/2016
BALANGA SONGBELE Séraphine	Réceptionniste Opératrice Radio / Mongala	F	01/12/2015-31/01/2018
SANDO NADANGA Marcel	Chauffeur	M	07/03/2016-31/03/2023
ALITA ONTEN Godefroid	Chargé de programme	M	15/03/2016-31/07/2019
SHAFALI AMANI Justin	Chargé de suivi-évaluation	M	01/02/2018-31/05/2021
ERHAKUNGULA KABUNGA Elias	Chargé de suivi-évaluation	M	15/03/2016-30/09/2020
MBUYI LUABEYA Danny	Ingénieur Infrastructures - Logisticien	M	28/04/2016-31/01/2018

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
BUREGURE Elena	ATI Expert en Infrastructures et Logistique	M	13/05/2016-15/01/2020
NANGA NGWANZO Etienne	Chauffeur	M	01/06/2016-12/08/2019
MASANGO LUBINDA Sabine	Secrétaire-caissière	F	01/06/2016-31/01/2018
NITUMOSI LULEMBA Vital	Contrôleur de Gestion	M	01/08/2016-16/10/2016
APO TAKOTO José	Chauffeur	M	11/07/2016-17/11/2021
MBITA MOKONDA Grâce	Agent d'entretien	F	01/09/2016-31/12/2022
KABALA TSHIALU François-Xavier	Responsable administratif et financier	M	17/10/2016-31/03/2023
SEMEMONA GOMESE Joseph	Jardinier	M	17/10/2016-10/02/2020
MONGANGWA MBALI Bethy	Comptable	F	05/06/2017-31/03/2023
TABU LOMBANGI Stanis	Comptable Vérificateur	F	01/05/2016-30/06/2017
MAYINDOMBE MPEWA Jean-Marie	Ingénieur de programme	M	10/07/2017-29/04/2021
NGWENGA MBAMBO Roger	Chauffeur	M	26/11/2018-31/05/2021
BAWOTA KOPANGANA Clotilde	Chargé de Programme	F	15/07/2019-07/01/2021

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
IGBAKE NGONZAMA Jean Claude	Secrétaire-caissier	M	12/08/2019-28/02/2023
GBILIMOU Cécé-Daniel	Responsable Administratif et Financier International	M	01/12/2019 – 16/09/2021
MBAYA BIAAYA Patou	Gestionnaire MP	M	02/12/2019-31/12/2022
MUBALAMA MIRINDI Eric	Ingénieur Infrastructures	M	10/02/2020-09/02/2021
MESSA KIMVITA Carnel	Expert formation et insertion professionnelle, entrepreneuriat et développement rural	M	14/12/2020-12/11/2021
MUKOKA NSENDA Yannick	Gestionnaire Digitalisation et TIC	M	13/01/2021-31/12/2022
SARR ABDOU	ATI Insertion Professionnelle & Entrepreneuriat	M	01/02/2021-31/12/2022
TSAYA BUNGA Bienvenu	ATN Insertion Professionnelle & Entrepreneuriat	M	10/05/2021-31/12/2022
DIOP Rokhaya	Intervention Manager	F	17/05/2021-31/03/2023
YENGA LIDJONGO Papy	Chauffeur	M	01/06/2021-31/12/2022
MPOYI CITAMBA Jean-Jacques	ATN Gouvernance Et Management Scolaire	M	19/07/2021-31/12/2022
BARHASHABAGA ZIHALIRWA Joachim	ATN Insertion Professionnelle & Entrepreneuriat	M	09/08/2021-31/12/2022

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
JANSENS Wim	Responsable Administratif et Financier International	M	20/08/2021-31/05/2023
NTUMBA TUSHIYE Falonne	Agent Terrain	F	09/09/2021-31/05/2023
KYAVU KAVUGHO Emmanuelle	Gestionnaire Conventions De Subsidés	F	21/02/2022-31/05/2023
DELIA LONGINA Hubert	Chauffeur	M	13/06/2022-31/12/2022
RUSHINGWA Jean Claude	Assistant Logisticien	M	21/06/2022-31/05/2023
NTUMBA MUKADI André	Chargé de gouvernance scolaire et formation professionnelle	M	13/07/2022-31/12/2023
Personnel de formation, recruté localement :			
Personnel international (hors ENABEL) :			
Experts internationaux (ENABEL) :			
LEFEVRE Annie	Intervention Manager	F	01/07/2015-29/03/2021
BUREGURE Elena	ATI Expert en Infrastructures et Logistique	F	13/05/2017-15/01/2020
SARR ABDOU	ATI Insertion Professionnelle & Entrepreneuriat	M	01/02/2021-31/12/2022
DIOP Rokhaya	Intervention Manager	M	17/05/2021-31/03/2023

Personnel (titre et nom)	Fonction	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
GBILIMOU Cécé-Daniel	Responsable Administratif et Financier International	<i>M</i>	
JANSENS Wim	Responsable Administratif et Financier International	<i>M</i>	20/08/2021-31/05/2023

10.6 Marchés publics

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
RDC1217511-01 lot 1 Réhabilitation des bureaux devant abriter le projet EDU-EQUA à Gemena et construction d'un abri groupe et d'une guérite	25.000 €	29.174,87 €	23/01/2016	19/02/2016	
RDC1217511-02 lot 1 Étude d'analyse de développement socio-économique (filiales-emploi) dans la province du Sud-Ubangi en RDC en vue d'orienter le programme Edu-Equa dans l'adéquation formation- emploi	22.000 €	25.000,00 €	29/02/2016	1/04/2016	
RDC1217511-04 lot 1 Fourniture et livraison d'appareils de reprographie et multimédia pour le programme de la CTB EDUMOSU	59.125 €	61.705,00 €	15/08/2016	18/09/2016	
RDC1217511-05 lot 1 Fourniture et livraison d'équipements informatiques pour les projets EDU-MOSU et EDUT de la Coopération Technique Belge en RDCongo	121.500 €	119.683,19 €	15/02/2017	05/2017	
RDC1217511-06 lot 1 Fourniture, livraison, installation et mise en service de deux groupes	38.948 €	35.061,49 €	23/04/2017	27/06/2017	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
électrogènes insonorisés de 20 kVA, EDU-MOSU à Gemena et Lisala					
RDC1217511-07 lot 1 FOURNITURE, INSTALLATION ET MISE EN SERVICE DES KITS SOLAIRES DANS LE BUREAU DU PROJET EDU-MOSU, BUREAU D'ANTENNE DE LISALA ET LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU SUD UBANGI ET DE LA MONGALA	200.000 €	234.385 €	07/2018	12/2019	
RDC1217511-08 lot 1 Consultance pour l'élaboration du document de l'ETFP des Provinces de la Mongala, du Sud Ubangi, du Kasai Oriental et de Lomami, RDC	67.700 €				Annulé
RDC1217511-10 lot 1 Gardiennage et sécurité des bureaux et résidences des ATI du Programme de la CTB EDU-MOSU à Gemena et Lisala.	90.000 €	90.000 €	07/2019	07/2019	
RDC1217511-11 lot 1 Fourniture de matériel de forge, fonderie et ferronnerie.	30.000 €	9.391,31 €	28/01/2017	26/05/2017	
RDC1217511-11 lot 2 Equipements spécialisés pour fonderie	30.000 €	366,57 €	28/01/2017	26/05/2017	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
RDC1217511-11 lot 3 Outillage de ferronnerie	30.000 €	11.210,86 €	28/01/2017	26/05/2017	
RDC1217511-12 lot 1 Travaux de réhabilitation du bâtiment devant abriter la PROVED de la province de MONGALA	46.000 €	55.328,00 €	2/09/2017	30/11/2017	
RDC1217511-13 lot 1 Fourniture et livraison des matériels didactiques et équipements de la filière coupe et couture pour appui aux partenaires dans les Provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi, Projet EDU-MOSU/CTB.	120.000 €	99.216,00 €	21/09/2017	1/11/2017	
RDC1217511-14 lot 1 Consultance pour l'élaboration du document stratégique de l'ETFP des Provinces de la Mongala, du Sud Ubangi, du Kasaï Oriental et de Lomami, en RDC	33.850 €				Annulé
RDC1217511-15 lot 1 Construction des salles informatiques au complexe scolaire Père Théophile Verbist à Gemena dans le Sud Ubangi	138.922 €	67.576,49 €	12/12/2017	8/12/2017	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
RDC1217511-15 lot 2 Construction des salles informatiques au lycée Monzoto mwa ntongo à Lisala, dans la province de la Mongala	138.922 €	68.571,65 €	15/01/2018	22/01/2018	
RDC1217511-16 lot 1 Recrutement d'un consultant formateur dans le domaine de la forge pour renforcer les capacités techniques de forgerons membres de l'association des forgerons de Gemena dans la province du sud Ubangi en RDC	35.000 €				Annulé
RDC1217511-17 lot 1 Consultance pour l'élaboration du document stratégique de l'ETFP des Provinces de la Mongala, du Sud Ubangi, du Kasai-Oriental et de Lomami, RDC	33.850 €				Annulé
RDC1217511-18 lot 1 Fourniture et livraison des matériels de filière agricole et agriculture pour les établissements scolaires appuyés dans les Provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi	78.000 €	59.314,00 €	13/03/2018	12/2018	
RDC1217511-18 lot 2 Fourniture et livraison de la filière nutrition pour établissements appuyés dans les Provinces de la Mongala et du Sud-Ubangi	78.000 €	7.132,00 €	13/03/2018	16/05/2018	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
RDC1217511-19 lot 1 Gardiennage des bureaux du programme EDU-MOSU à Gemena et Lisala	90.000 €	90.000,00 €	16/06/2018	07/2019	
RDC1217511-20 lot 1 Recrutement d'un Consultant International Formateur dans le domaine de la forge pour renforcer les capacités techniques de forgerons membres de l'association de forgerons de Gemena	35.000 €	17.125,00 €	18/06/2017	4/06/2017	
RDC1217511-21 lot 1 Fourniture et livraison des presses à briques cuites dans les provinces du Sud Ubangi lot 1 et de la Mongala lot 2	51.000 €	63.000,00 €	6/09/2017	5/10/2017	
RDC1217511-22 lot 1 Travaux de construction de 2 bâtiments de 3 salles chacun et un bloc latrine de 6 portes ITP Labo à Gemena dans la province du Sud - Ubangi.	184.000 €	178.715,56 €	11/03/2019	11/2019	
RDC1217511-23 lot 1 Accès à la connexion internet	60.000 €	50.510,00 €	15/05/2020	15/05/2020	
RDC1217511-24 lot 1 Fourniture, livraison et mise en service des kits solaires dans le bureau du projet EDU-MOSU à Gemena	183.700 €	189.800,00 €	7/03/2019	26/04/2019	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
RDC1217511-25 lot 1 Travaux de construction par chantier école d'un bloc de 4 classes et une clôture pour le complexe scolaire Théophile Verbist à Gemena dans la province du Sud Ubangi pour le compte du Projet EDU-MOSU/Enabel, RD Congo	142.000 €	121.725,95 €	18/09/2019	30/09/2019	
RDC1217511-26 lot 1 Travaux de réhabilitation du bâtiment administratif, bâtiment d'internat B, construction d'une cuisine, un bloc latrine pour l'institut BONGISA à Bwamanda dans la province de Sud-Ubangi.	226.158 €	260.609,48 €	21/09/2020	21/09/2020	
RDC1217511-27 lot 1 Travaux de construction d'un atelier coupe-couture, d'un bloc d'une salle de classe + cuisine, un bloc de 3 salles de classes, d'un bloc de toilettes et douche, d'un abris groupe, réhabilitation d'un bloc de toilettes pour le Lycée ESENGO à Gemena dans la province de Sud-Ubangi.	280.383 €	237.264,21 €	22/10/2020	6/12/2020	
RDC1217511-28 lot 1 Travaux de construction d'un atelier coupe-couture et d'un bloc latrine de 2 portes pour les personnes à mobilité réduite d'un atelier coupe-couture et d'un bloc latrine de 4 portes pour le	182.223 €	154.545,73 €	24/02/2021	25/02/2021	

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
Lycée Mombembe à Budjala dans la province de Sud-Ubangi					
RDC1217511-29 lot 1 Travaux de construction d'un atelier des forgerons, un abri groupe, bloc latrines des 4 portes et un bâtiment pour les Mamans de l'Equateur à Gemena dans la province du Sud-Ubangi	243.000 €				Annulé
RDC1217511-30 lot 1 Fournitures, livraisons et installation des 3 presses à briques stabilisées / cuites manuelle pour les Associations des briquetiers dans la province de Sud-Ubangi pour le compte du projet EDUMOSU/Enabel	38.000 €				Annulé
RDC1217511-31 lot 1 Marché de fournitures, livraison et mise en service des équipements et matériels de la boulangerie pour l'association des mamans équateur dans la province du Sud-Ubangi pour le compte du projet EDUMOSU/Enabel	80.000 €	74.100,00 €	19/02/2021	8/02/2021	
RDC1217511-32 lot 1 Marché de fourniture et livraison des équipements et matériel	100.000 €	65.750,40 €	8/04/2021		

Description	Coût		Date de livraison		Remarques
	Budgété	Réel	Budgété	Réel	
complémentaires pour les artisans forgerons de Gemena pour le compte du projet EDUMOSU/Enabel					
RDC1217511-33 lot 1 Fourniture, livraison et installation des 6 presses à briques stabilisées/cuites manuelles pour les associations des briquetiers dans la province du Sud-Ubangi pour le compte du projet EDUMOSU/Enabel	38.400 €	77.280,00 €	4/04/2021	24/04/2021	6 pièces commandées au lieu de 3
RDC1217511-34 lot 1 Lot 1 : Recrutement d'un cabinet d'expertise externe en appui pour la mise en œuvre des activités de l'incubation dans le cadre des programmes EDUMOSU/Sud-Ubangi	35.000 €				Annulé
RDC1217511-34 lot 2 : Recrutement d'un cabinet d'expertise externe en appui pour la mise en œuvre des activités de l'incubation	35.000 €	35.000 €	23/01/11/20222016	02/2023	

10.7 Subsidies

Numéro de la convention	Code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsidies	Objet de la Csubs	Entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€) prévu	Montant Total (€) réalisé	Statut	Observations
RDC1217511_CSUB_001	RDC1217511_A_03_02	Congrégation des Missionnaires Pères de Scheut de Gemena	Appui au renforcement de la filière informelle de formation d'artisans forgerons à Gemena	15/09/2016	20/11/2017	€ 19 003,00	€ 19 012,51	Terminé	Différence de change
RDC1217511_CSUB_002	RDC1217511_A_01_01 RDC1217511_A_01_02 RDC1217511_A_01_03	DIVISION PROVINCIALE DE L'EPS-INC, Province de la Mongala	Dans le cadre de leurs fonctions régaliennes, les services techniques déconcentrés (STD) du Ministère de l'EPS-INC sont mobilisés afin d'assurer le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés de la Province de la Mongala.	01/11/2016	31/01/2018	€ 33 076,00	€ 29 478,00	Terminé	
RDC1217511_CSUB_003	RDC1217511_A_01_01 RDC1217511_A_01_02 RDC1217511_A_01_03	DIVISION PROVINCIALE DE L'EPS-INC, Province du SUD UBANGI	Dans le cadre de leurs fonctions régaliennes, les services techniques déconcentrés (STD) du Ministère de l'EPS-INC sont mobilisés afin d'assurer le suivi,	15/11/2016	31/01/2018	€ 51 730,00	€ 45 357,70	Terminé	Activité partiellement réalisée

Numéro de la convention	Code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsides	Objet de la Csubs	Entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€) prévu	Montant Total (€) réalisé	Statut	Observations
			l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés de la Province du SUD UBANGI.						
RDC1217511_CSUB_004	RDC1217511_A_03_02	Centre Agroforestier Pilote de KABA, « CAFPIK »	Amélioration de cadre de formation informelle et de stage professionnel des élèves des ETFP/ITA et l'insertion socio-professionnelle des filles-mères dans la filière fruit et légume à Lisala, Province de la MONGALA	01/02/2017	31/01/2018	€ 24 268,00	€ 24 212,54	Terminé	Différence de change
RDC1217511_CSUB_005	RDC1217511_A_03_02	Congrégation des frères franciscains de vie de Marie de LISALA	Appui à la formation informelle et à la réinsertion socio-professionnelle des jeunes déscolarisés dans la fabrication et la vente des briques cuites à LISALA, Province de la MONGALA	01/08/2017	31/07/2018	€ 25 508,00	€ 25 508,00	Terminé	
RDC1217511_CSUB_006	RDC1217511_A_02_02	Institut BONGISA	Appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves de l'Institut Bongisa et à	01/010/2017	30/09/2018	€ 30 586,80	€ 30 586,80	Terminé	

Numéro de la convention	Code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsides	Objet de la Csubs	Entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€) prévu	Montant Total (€) réalisé	Statut	Observations
			l'insertion socio-professionnelles lauréats, avec un accent particulier pour les filles en mettant en place des AGR						
RDC1217511_CSUB_007	RDC1217511_A_02_02	Institut Technique Agricole et Vétérinaire (ITAV) MONDONGO	Appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves de l'ITAV MONDONGO et à l'insertion socio-professionnelles lauréats, avec un accent particulier pour les filles en mettant en place des AGR	01/01/2017	30/09/2018	€ 28 884,00	€ 28 883,99	Terminé	
RDC1217511_CSUB_008	RDC1217511_A090215 RDC1217511_C040201	Asbl ELIKYA	Amélioration de l'accès à l'emploi agricole pour une population mieux formée aux pratiques culturelles en contexte forestier	09/07/2019	30/09/2022	€ 1 000 000,00	€ 1 000 000,00	Terminé	
RDC1217511_CSUB_009	RDC1217511_A080308	Congrégation des Missionnaires de SCHEUT de Gemena	Insertion professionnelle des jeunes via des formations qualifiantes de courte durée, dispensées par les	22/07/2019	31/01/2021	€ 167 200,00	€ 93 250,00	Terminé	Volet Insertion transféré à l'Incubateur

Numéro de la convention	Code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsides	Objet de la Csubs	Entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€) prévu	Montant Total (€) réalisé	Statut	Observations
			associations des "artisans forgerons" et des "mamans de l'Equateur" en phase avec les besoins du marché du travail						
RDC : AP2019-01	RDC1217511_A070401	Bibliothèque sans frontière (BSF)	L'objectif spécifique de l'action est : déployer les bibliothèques numériques dans les quatre provinces d'intervention afin de permettre de renforcer l'accès et la qualité de la formation technique et professionnelle avec des contenus digitaux innovants, adaptés aux attentes de besoins des jeunes en formation et en recherche d'emplois mais aussi aux réalités et opportunités d'emplois de l'environnement.	30/07/2016	30/06/2022	€ 59 027,00	€ 59 027,00	Terminé	
RDC1217511-10133	RDC1217511_C040201	Asbl ELIKYA	Promotion de l'inclusion socio-professionnelle des jeunes dans les chaînes de valeur	07/10/2022	28/04/2023	€ 190 000,00	€ 190 000,00	Terminé	

Numéro de la convention	Code budgétaire activité	Nom de l'institution bénéficiaire du subsides	Objet de la Csubs	Entrée en vigueur (date)	Date finale	Montant Total (€) prévu	Montant Total (€) réalisé	Statut	Observations
			agri et communico-environnementales du Sud-Ubangi						

10.8 Accords spécifiques de coopération

Insérez le tableau des accords spécifiques de coopération.

10.9 Équipements

Article	Qté	Montant Euro
Agrafeuse	1	
Appareil photo	9	1 695,00
Armoire en bois	8	420,00
Bâche	2	279,40
Balance 150 kg	1	560,00
Balance en g	1	40,00
Câble	50	450,00
Cafetière	1	
Camescope	1	
Canoé	1	4 150,00
Chaise en bois	153	2 610,00
Chargeur Thuraya	2	302,00
Coffre-fort	3	2 565,00

Décanteur Gasoil	2	
Enregistreur	4	
Equerre	7	34,02
Equipement Ventilateur	4	
Etagère en bois	12	1 365,00
Evaporateur	2	
Extincteur	12	1 800,00
Fauteuil	35	7 099,00
Fer à repasser à braise	32	640,00
Flightcase	1	
Four à pain + accessoires	1	108 000,00
GPS	4	2 600,00
Groupe électrog 4,5 kva	13	24 050,00
Groupe électrogène	7	74 843,50
Informatique Casque audio	5	30,00
Informatique Clavier + souris	118	2 970,00
Informatique Desktop	111	102 430,36
Informatique Disque dur externe	34	4 030,00
Informatique Imprimante	67	42 051,00
Informatique Laptop	171	132 884,00
Informatique Malle BSF	2	59 028,00
Informatique Modem	1	32,00
Informatique Moniteur	123	13 975,00
Informatique Rack	1	
Informatique Serveur	8	24 992,00
Informatique Souris	81	142,00
Informatique Tablette Danew	16	
Informatique Tablette Samsung	7	1 520,00

Informatique vidéo projecteur	8	6 054,00
Informatique Webcam	10	200,00
Kit d'entretien	4	180,00
Kit photovoltaïque	1	265 560,00
Machine à broder électronique	15	6 000,00
Machine à coudre mécanique à manivelle	120	12 000,00
Machine à coudre mécanique à pied	180	36 000,00
Machine combinée	21	8 400,00
Machine presse à recouvrir les boutons	19	950,00
Maillet en tête en caoutchouc plat	5	15,35
Matériel de forge (lot)	1	73 096,00
Matériel production jus	51	8 265,00
Mètre	2	800,00
Mobilier Table	71	3 725,00
Modem	19	796,00
Module charge	1	
Module de charge de 10 port 120W	1	
Moto Yamaha XTZ125	30	103 605,50
Multiprise Surtenseur APC	46	1 233,00
Onduleur	73	9 114,00
Pluie	5	500,00
Presse à brique Terstaram	6	63 000,00
Presse-brique	6	77 280,00
Projecteur	2	1 902,00
Radio	5	
Radio Motorola	11	
Rallonge	20	532,00
Rechaud	2	

Routeur	10	178,00
Scanner	1	1 343,00
Souris	9	
Split climatiseur	9	3 600,00
Stabilisateur	19	1 730,00
Switch	2	
Table	25	3 040,00
Tableau	5	
Tableau de projection	3	340,00
Tablette Samsung	1	360,00
Téléphone	46	4 467,00
Télévision	1	6 079,00
Thermo Flash	9	595,00
Thuraya	12	10 766,84
Valves en bois	2	
Véhicule	5	169 265,82
Vsat	6	14 430,00
TOTAUX		1 512 989,79